

DIALOGUE INTERPARLEMENTAIRE CLIMAT

du

MARDI 24 JANVIER 2023

Après-midi

INTERPARLEMENTAIRE KLIMAATDIALOOG

van

DINSDAG 24 JANUARI 2023

Namiddag

La réunion publique de commission est ouverte à 14 h 12 et présidée par M. Tristan Roberti.

De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.12 uur en voorgezeten door de heer Tristan Roberti.

01 Le bilan de la COP27. Audition de:

- M. Peter Wittoeck, chef de service Changements climatiques du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement;

- M. Jean-Pascal van Ypersele, professeur ordinaire émérite à l'Université catholique de Louvain.

01 De balans van de COP27. Hoorzitting met:

- de heer Peter Wittoeck, hoofd van de Dienst Klimaatverandering van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de voedselketen en Leefmilieu;

- de heer Jean-Pascal van Ypersele, Emeritus-hoogleraar aan de Université catholique de Louvain.

Le **président**: Nous nous étions quittés en octobre dernier suite au débat sur le projet de résolution lié à la gouvernance, qui n'avait pas encore pu aboutir. Les chefs de délégations se sont réunis le 24 novembre dernier pour faire le point. Il a été décidé pour 2023 de poursuivre le travail sur la thématique de la gouvernance et, avant cela, de donner priorité à une audition liée aux résultats de la COP27 qui s'est tenue à Charm el-Cheik.

Pour cette audition, nous avons eu l'idée de proposer à M. Peter Wittoeck, que vous connaissez bien puisqu'il a participé à plusieurs reprises à des réunions du Dialogue interparlementaire, de nous faire un retour des discussions qui ont eu lieu à la COP. Mais nous avons aussi proposé à M. Jean-Pascal van Ypersele de venir nous apporter son éclairage scientifique sur la question. Je les remercie d'avoir répondu favorablement à notre invitation.

Nous allons commencer par les présentations de MM. van Ypersele et Wittoeck et nous aurons ensuite un échange avec les groupes parlementaires qui souhaitent intervenir. Chacun aura quelques minutes pour réagir à ce qui aura été dit ou pour poser des questions à nos intervenants.

Monsieur van Ypersele, vous avez la parole.

01.01 **Jean-Pascal van Ypersele**: Monsieur le président, mesdames et messieurs, merci beaucoup pour votre invitation et pour votre présence. En coordination avec Peter Wittoeck, je vais préciser le contexte scientifique, en plus de dire quelques mots sur la COP27, bien sûr. Je pense qu'il est inutile que nous parlions tous les deux des résultats de cette conférence, et M. Wittoeck est beaucoup mieux placé que moi pour le faire.

Je vais faire quelques considérations basées sur les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies (GIEC), principalement, à propos du contexte dans lequel la COP27 s'est déroulée.

Voici un résumé en cinq points de la situation du climat mondial. Le premier point est que c'est réel: les changements climatiques sont bien là; on a bien vu ces derniers étés, chez nous et dans bien d'autres régions du monde, que les effets des changements climatiques devenaient de plus en plus visibles.

Le deuxième point, c'est nous. L'activité humaine est responsable, principalement, du dérèglement du climat dont nous commençons à voir les résultats.

Le troisième point, c'est que, sur ces deux premiers points, les experts sont très largement d'accord. Les vrais experts, en tout cas.

Le quatrième point, c'est que cela commence à faire mal, aussi bien aux êtres humains qui commencent à souffrir de plus en plus dans leur chair des effets des changements climatiques, mais aussi pour les écosystèmes, les infrastructures, l'économie qui commencent à être affectés de plus en plus clairement par les changements climatiques.

Le dernier point est peut-être le plus important: malgré cette situation et tout ce que nous savons à propos de l'évolution du climat jusqu'à aujourd'hui, il y a de l'espoir. J'expliquerai en quelques mots pourquoi je pense qu'on peut dire cela aujourd'hui, malgré le contexte difficile.

Je ne vais pas faire un exposé sur le GIEC. Vous savez tous que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (en anglais, *Intergovernmental Panel on Climate Change*) fait, depuis sa création en 1988, la synthèse de l'état évalué des connaissances sur la base de la littérature scientifique à propos de toutes les dimensions des changements climatiques, aussi bien les aspects purement climatologiques que ce qui concerne les impacts et les mesures que l'on peut prendre dans le domaine de l'adaptation pour réduire la gravité des impacts, et que, du côté de l'autre versant des solutions, à savoir ce qu'on appelle l'atténuation (*mitigation* en anglais), c'est-à-dire tout ce qui concerne les réductions d'émissions de gaz à effet de serre (le CO₂ d'abord mais aussi les autres gaz à effet de serre), pour que le changement climatique soit le moins important possible.

Le GIEC publie tous les 5, 6 ou 7 ans un important rapport d'évaluation. Le dernier est en train d'être finalisé. Les trois premiers volumes sont parus entre l'été 2021 et le printemps 2022. Le rapport de synthèse de ce dernier et sixième rapport du GIEC sera publié au mois de mars. Donc, aux alentours du 20 mars 2023, vous entendrez de nouveau parler du GIEC, puisque le point final du sixième rapport d'évaluation sera publié à ce moment-là.

Je voudrais extraire quelques petites citations du rapport du GIEC: "Nous avons la certitude que les émissions dues aux activités humaines accroissent sensiblement la concentration dans l'atmosphère des gaz à effet de serre, tels que le CO₂ et le méthane." Voici un exemple d'une des citations-clés.

Deuxième point, sur la base des modèles actuels, on calcule que, dans le cadre du scénario de la poursuite des activités, donc *business as usual*, la température augmentera d'environ 3 °C au cours du XXI^e siècle, avec une fourchette qui va en fait de 2 à 5 °C, et que le niveau de la mer augmentera d'une soixantaine de centimètres, avec une fourchette de 30 centimètres à environ 1 mètre.

Enfin, ce rapport a dit bien d'autres choses mais il a dit aussi: "Il est très probable que les épisodes de température élevée deviendront plus fréquents avec l'augmentation de la température moyenne." Et on sait bien ce que cela veut dire en termes de vagues de chaleur. On se souvient de l'été 2003 et de l'été 2022, soit l'été dernier, par exemple chez nous.

Monsieur le président, je dois vous présenter mes excuses. Je suis très embêté. Je me rends compte que j'ai préparé mes diapositives un peu vite, vu l'urgence. La diapositive que je vous présente ici n'est pas relative au dernier rapport du GIEC. C'est une diapositive qui vient du rapport publié en 1990. C'était un piège, évidemment! Et tout le monde a été piégé. Je n'ai vu personne qui disait: "Non, ce n'est pas possible. C'est un vieux rapport." Même Peter Wittoeck y a cru – je le taquine.

Tout cela pour dire que le GIEC répète l'essentiel de ses messages depuis très longtemps. La courbe qui montre les émissions mondiales de CO₂ depuis 1850 jusqu'en 2020 à peu près est quelque peu décourageante. Il y a quelques fluctuations, bien sûr, quand il y a une crise économique ou une guerre mondiale. Mais la courbe qui s'approche le mieux de l'évolution de cette courbe d'émissions depuis le début, c'est une courbe exponentielle avec un taux de croissance de 1,65 % par an. C'est la courbe montrée en pointillés.

Nous sommes donc encore très loin d'avoir réussi à inverser la tendance, puisque malgré les rapports du GIEC et toutes les réunions de toutes les COP jusqu'à présent, cette tendance est malheureusement toujours à la hausse.

Ces émissions de CO₂, accompagnées par les autres gaz à effet de serre, épaississent, en fait, une couche d'isolant thermique autour de la Terre – une couche d'isolant un peu spécial. C'est un isolant qui laisse rentrer le rayonnement solaire, qui laisse difficilement ressortir la chaleur invisible ré-émise par la Terre. Le diagramme que je vais vous montrer est très parlant.

Vous trouvez, sur la gauche, l'évolution depuis 1850 de la concentration en CO₂. Ce sont les mois de l'année autour du cercle. J'aime bien cette présentation, parce qu'elle suggère visuellement ce dont je parle, à savoir l'épaississement d'une couche d'isolant thermique autour de la Terre. On est passé de 280 millièmes (ppm) en 1850 à 420 millièmes au mois de mai de cette année, au moment où on a atteint le maximum de l'année, qui est à chaque fois obtenu au mois de mai.

Sur la droite, parallèlement, vous pouvez voir l'évolution de la température, avec pour référence la température de la fin du XIX^e siècle, une augmentation moyenne, au niveau mondial, de 1 °C. On se situe, en effet, entre 1,1 et 1,2 °C au-dessus de la température de la fin du XIX^e siècle, à savoir pour ainsi dire la température préindustrielle.

Bien sûr, corrélation n'égal pas causalité. Mais je peux vous assurer que les climatologues ont bien tout vérifié et que c'est bien ce qui se passe à gauche qui est la cause de ce qui se passe à droite. C'est assez intéressant car cela permet de comprendre que, si on veut arrêter l'évolution de la température représentée sur la droite de l'écran, et si on veut l'empêcher de dépasser le cercle rouge qui montre une élévation de la température de 1,5 °C au-dessus de la température de référence et atteindre l'objectif le plus ambitieux – je fais ici mon premier lien avec les COP et l'Accord de Paris, en particulier –, il est clair que, dans la mesure où on admet que ce qui se passe à gauche est bien la cause de ce qui se passe à droite, il faut arrêter le plus vite possible l'augmentation de cette concentration en CO₂. La concentration, c'est donc le pourcentage de CO₂ dans l'atmosphère. C'est cette fameuse épaisseur d'isolant thermique.

Ce diagramme permet de comprendre sans explication compliquée, sans équation, pourquoi nous devons arriver le plus vite possible à des émissions dites nettes nulles. Qu'est-ce que cela veut-il dire en termes simples? Cela signifie qu'il ne faut pas émettre plus de CO₂ que ce que les systèmes naturels et éventuellement des systèmes humains ne sont capables d'absorber. C'est comme un budget. Si on dépense plus que ce que l'on gagne, on crée un déficit ou un excès. Si on veut que les choses soient en équilibre, il faut que les deux quantités soient parfaitement égales. Voilà ce que l'on entend par émissions nettes nulles. C'est ce fameux objectif net zéro dont on parle beaucoup dans l'enceinte des COP.

Comment peut-on être convaincu que l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre est bien la cause de l'augmentation de la température? Je ne vais pas vous faire ici un cours de climatologie car nous ne disposons pas du temps nécessaire pour ce faire. Mais si vous le souhaitez, vous êtes les bienvenus au cours qui commencera dans quinze jours, à Louvain-la-Neuve, le lundi de 14 à 16 heures.

L'argument principal sur ce lien de causalité est montré dans le schéma que je vous présente. Vous avez la comparaison entre les courbes bleues qui représentent le résultat de simulations obtenues sans tenir compte des facteurs humains, la courbe noire qui montre les températures observées au cours des 150 dernières années, la zone orange et la courbe brune qui montrent le résultat des simulations quand on tient compte, avec les modèles climatiques, non seulement des facteurs naturels, dont on a tenu compte pour les simulations qui sont ici, mais aussi des facteurs humains. On voit bien qu'après 1950, il n'y a pas moyen de reproduire l'évolution des températures sans tenir compte des facteurs humains, et en particulier des gaz à effet de serre. C'est la raison pour laquelle le GIEC a conclu, dans son dernier rapport, qu'il était sans équivoque que l'influence humaine avait bien réchauffé l'atmosphère, les océans et la Terre depuis le milieu du XX^e siècle. C'est en tout cas à ce moment-là que c'est devenu tout à fait clair.

Ce n'est pas seulement la température moyenne qui change, mais aussi les événements extrêmes. Les jours particulièrement chauds et les pluies particulièrement intenses accompagnent ce réchauffement, et nous savons que cela a des conséquences très concrètes. On sait que l'été 2003 a tué 70 000 personnes en Europe. L'été 2020 a tué 1 400 personnes en Belgique. Je n'ai pas le chiffre pour l'Europe mais il est certainement élevé aussi. On sait que les pluies plus intenses provoquent souvent des inondations. Nous avons vu le résultat terrible des inondations en Wallonie et en Allemagne en juillet 2021, et au Pakistan cette année-ci. Sachant tout cela, il est évidemment intéressant de se pencher sur l'évolution possible du climat futur.

Avant de poursuivre, je signale que toutes les diapos qui sont présentées ici seront mises à la disposition de la

commission par la suite.

Comment peut-on s'intéresser au climat du futur? Il faut bien se rendre compte que si on admet le lien entre les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre et le climat, il faut considérer différentes évolutions possibles des émissions de CO₂ dans le futur. C'est pour cela que nous travaillons avec des scénarios. Sur l'écran, ce sont les cinq principaux scénarios considérés par le GIEC. Cela part d'un scénario très bas, où vers 2050 les émissions atteignent le niveau net nul qui permettrait de respecter l'objectif de ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement au-dessus du niveau préindustriel, pour aller jusqu'à un scénario très élevé, où les émissions au lieu d'être à peu près à 40 milliards de tonnes comme aujourd'hui, atteindraient, à la fin du siècle, environ trois fois ce chiffre.

En termes de températures, on aurait des résultats très différents. Pour le scénario le plus bas, on aurait effectivement une stabilisation de la température légèrement en dessous de 1,5 °C. Pour le scénario élevé, on n'a pas de stabilisation du tout. On voit qu'en 2100, la température est toujours en train d'augmenter, et qu'on atteint presque 5 °C d'augmentation de température dans ce scénario du pire.

Ce que je viens de vous montrer, ce sont les températures moyennes. On a une répartition dans l'espace de cette augmentation de la température. Vous voyez la répartition dans l'espace des grandes caractéristiques pour un réchauffement de 1,5 °C, 2 °C et 4 °C.

Ce qui est très clair, c'est que le réchauffement est plus important sur les continents. C'est normal. L'inertie thermique de l'eau de l'océan est très élevée. Ce que l'on voit aussi, c'est que quand on se rapproche du pôle Nord en particulier, le réchauffement est beaucoup plus important que dans le reste du monde, et que la moyenne du réchauffement sur l'ensemble de la planète.

Cela a évidemment des conséquences pour le niveau des mers, entre autres choses. Une des conséquences, c'est par exemple que, en moyenne sur l'année, la calotte glaciaire de l'Antarctique, qui est un immense réservoir d'eau aujourd'hui gelée, qui se trouve principalement en dehors de l'océan, envoie tous les jours et demi, toutes les 36 heures, 1 milliard de tonnes de glace dans l'océan, à cause de la température déjà trop élevée pour que cette calotte reste dans l'état où elle est.

Ce volume équivaut à la surface de Central Park à New York, la hauteur des plus grands gratte-ciel. C'est un milliard de mètres cubes. Toutes les 36 heures, il y a un milliard de mètres cubes d'eau en plus dans l'océan. C'est un des facteurs qui explique que le niveau des mers est aussi appelé à augmenter quand le climat évolue. Évidemment, il évolue beaucoup plus et beaucoup plus fort pour les scénarios élevés que pour les scénarios bas.

Pour le scénario le plus élevé en particulier, dont le nom se termine par 8.5 – je vous passe les détails –, la projection moyenne donne un maximum de l'ordre de 1 mètre. Entre parenthèses, vous remarquez que c'est à peu près le même chiffre que celui que le GIEC donnait quand je vous ai piégé avec mon rapport de 1990, puisqu'on parlait déjà de 30 centimètres à 1 mètre.

La nouveauté dans le rapport du GIEC publié en août 2021 (le volume 1 du sixième rapport), c'est qu'il y a une faible probabilité – mais si cela se réalisait, cela aurait des impacts très importants, notamment dans notre pays et en particulier dans la région flamande – que le niveau des mers augmente de près de 1,75 à 1,80 mètre suite à une déstabilisation possible d'une partie de la calotte glaciaire de l'Antarctique.

Vous voyez que cette courbe n'est pas du tout stabilisée en 2100; donc on va vers des valeurs beaucoup plus élevées. Dans le pire des cas, par exemple, à l'horizon 2300, on arrive à + 15 mètres pour l'élévation du niveau moyen des mers à la surface de la Terre.

Ce sont aussi des changements dans le régime des précipitations, dans le cycle hydrologique, avec certaines régions qui deviennent plus sèches, par exemple tout le bassin méditerranéen, et d'autres plus humides. En ce qui nous concerne, nous sommes entre les régions qui deviennent plus sèches et celles qui deviennent plus humides, donc cela ne devrait pas changer beaucoup en moyenne annuelle. Par contre, cela peut changer à l'intérieur de l'année et, s'il n'y a pas de changement sur la quantité moyenne totale, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas potentiellement une augmentation de l'intensité des pluies à certains moments. On peut très bien rester avec une quantité moyenne de pluie qui est la même à l'échelle de l'année, mais en avoir nettement moins en été et nettement plus en hiver et, même si la moyenne descend en été, cela n'empêche pas d'avoir des pluies très intenses comme celles de juillet 2021.

Avec mon équipe, à Louvain-la-Neuve, et avec le soutien du gouvernement wallon, je publie une lettre d'information à laquelle vous pouvez vous abonner gratuitement. J'en remettrai quelques exemplaires au président. L'une des lettres a été publiée en novembre 2022, sur la base du dernier rapport du GIEC concernant les impacts et l'adaptation en Europe et en Afrique.

Je voudrais maintenant fournir quelques éléments de contexte à propos de la COP. L'objectif de l'article 2 de la Convention-cadre sur les changements climatiques, qui a été adoptée à Rio en 1992 et qui constitue le cadre général dans lequel toute l'action climatique internationale – tant le Protocole de Kyoto que l'Accord de Paris sont des sous-accords définis dans ce cadre –, est d'empêcher toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. À Paris a été ajoutée une étape tout à fait majeure à ce cadre, puisque l'objectif de l'Accord de Paris fixe la limitation de l'augmentation de la température nettement en dessous de 2 °C, tout en poursuivant l'action menée pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les impacts.

Ce n'est là qu'un des objectifs de l'article 2 de l'Accord de Paris. Je n'évoquerai pas les deux autres, mais je suis sûr que Peter Wittoeck en parlera davantage, notamment pour ce qui concerne le financement, qui est l'un des aspects importants des négociations climatiques.

Que faut-il faire si nous voulons atteindre l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris – 1,5 degré –, qui est associé aux risques les plus faibles? Le GIEC a été très clair à ce sujet. La COP 21, à l'issue de laquelle l'Accord de Paris a été adopté en 2015, a invité le GIEC à produire un rapport spécial pour essayer de fournir de plus amples éclaircissements sur la question. Vaut-il vraiment mieux respecter l'objectif de 1,5 degré, ou pouvons-nous nous satisfaire d'un objectif de 2 degrés? De même, est-il possible de réduire les émissions de manière suffisante pour ne pas dépasser 1,5 degré? Et si nous nous satisfaisons de l'objectif de 2 degrés, que faut-il faire dans ce cas?

En 2018, le GIEC a produit un rapport complet sur la question – le Rapport spécial sur le réchauffement planétaire de 1,5 degré –, dont l'un des diagrammes les plus importants est affiché ici. Nous y voyons la forme que devraient avoir les courbes d'émissions nettes de CO₂ au niveau mondial. En partant des 40 milliards de tonnes d'aujourd'hui, on devrait arriver aux alentours de 2050 à ce fameux niveau "net zéro", où le niveau d'émissions de CO₂ ne sera pas supérieur à celui que les systèmes naturels – la végétation et les sols – et, éventuellement, de futurs processus humains seraient capables d'absorber.

Regardons à présent ce que les humains sont parvenus à faire jusqu'à présent dans le cadre de l'Accord de Paris – ou du moins ce qu'ils ont annoncé au moment de la COP 22 –. J'utilise toujours ce graphique-là parce que je le préfère aux suivants, je trouve qu'il est plus clair, et je vous assure que les petites annonces faites ici et là, et qui sont parfois importantes à l'échelle d'une région, ne changent pas grand-chose par rapport à ce que je vous montre là au niveau mondial.

La courbe orange représente l'évolution des émissions mondiales de CO₂ mais aussi de l'ensemble des gaz à effet de serre dans un scénario de type "*business as usual*". La courbe verte illustre, une fois de plus, la forme que devraient avoir les courbes d'émission pour ne pas dépasser un réchauffement de 1,5 degré. La courbe bleue illustre cette même forme selon un objectif de 2 degrés.

Les rectangles qui sont ici – il y aurait peut-être des petits détails d'adaptation à faire si on prenait les tous derniers chiffres et les toutes dernières annonces des gouvernements du monde entier en termes d'engagement –, en résumé, c'est le niveau qui est là en pointillé blanc pour 2025, le niveau qui est là en pointillé blanc pour 2030 et on voit dans les deux cas qu'on est très loin des courbes bleues et vertes et qu'on n'arrive même pas à un pic mondial des émissions. On est toujours en train d'avoir des émissions croissantes. Dans ces plans pour 2025-2030, les plans annoncés par les pays dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, il n'y a même pas de quoi stabiliser et encore moins inverser la courbe pour la faire redescendre, comme elle devrait le faire si on veut respecter les objectifs. Autrement dit, il y a énormément de travail à faire si on veut effectivement réaliser l'objectif de l'Accord de Paris. Entre parenthèses, que ce soit celui de 1,5 degré ou que ce soit bien en dessous de 2 degré, dans les deux cas, on est très loin de ce qu'il faudrait faire.

Et là, je voudrais attirer votre attention très brièvement sur le troisième volume du rapport du GIEC qui a été publié en avril de cette année-ci et qui est un volume consacré à ce qu'on appelle l'atténuation, *mitigation* en anglais, c'est-à-dire tout ce qui concerne les réductions d'émissions de gaz à effets de serre. C'est

finalement un rapport optimiste. C'est un volume optimiste d'une certaine manière parce qu'il dit, en 3 000 pages, qu'il y a moyen dans chaque secteur – les secteurs sont cités ici – d'arriver au moins à une diminution par un facteur 2 des émissions en 2030 si on met en place toutes les mesures, toutes les politiques, toutes les techniques que l'on connaît aujourd'hui pour faire cela. Je vous passe les détails.

J'attire juste votre attention sur un graphique très intéressant qui est en deux parties. Vous avez la première partie ici et la deuxième partie ici. Ce graphique est repris aussi dans une autre lettre de la Plateforme wallonne pour le GIEC. J'en ai quelques exemplaires avec moi. Je pourrais vous les donner pour ceux qui sont intéressés. C'est une figure qui montre la contribution de différentes technologies, la contribution potentielle à l'horizon 2030, à la réduction des émissions nettes de CO₂. Et quelles sont les technologies qui offrent une contribution potentielle à la réduction la plus importante? Les deux premières, ce sont l'énergie éolienne et l'énergie solaire.– On parle du monde ici et non pas d'un pays ou d'une région particulière. Il y a, du côté de la gestion des sols et des forêts, un potentiel important dans la séquestration du carbone dans l'agriculture ou la réduction de la conversion des forêts, donc l'arrêt du déboisement, etc. Mais alors il est intéressant de regarder les couleurs aussi.

En effet, le bleu est moins cher que gratuit. C'est moins cher que de ne rien faire. Le jaune, c'est de 0 à 20 dollars par tonne de CO₂, c'est-à-dire beaucoup moins que le prix du CO₂ sur le marché européen du carbone, par exemple, etc. Donc, le potentiel est très important. Vous pouvez voir que le nucléaire est mentionné ici. Le potentiel n'est pas nul, mais il est plus petit, à l'échelle mondiale, à l'horizon 2030, que les deux technologies qui sont montrées ici en premier lieu. C'est un graphique qui mérite vraiment d'être regardé de près. On voit aussi que, dans le domaine des transports, à peu près tout est en bleu. Si on additionne tout cela, on obtient des chiffres assez importants que ce soit en termes de mobilité douce, des transports publics, etc. Il y a donc un potentiel très important de réduction des émissions à l'échelle mondiale.

Je voudrais dire quelques mots, avant de terminer mon intervention, sur le Conseil fédéral du développement durable (CFDD) que vous connaissez probablement. Il rassemble toute une série d'acteurs sociétaux que ce soient les représentants du monde de l'entreprise, les représentants des organisations syndicales, les représentants des organisations environnementales, les organisations qui s'occupent de développement, qui défendent les femmes, qui défendent les jeunes. Les missions du CFDD sont d'émettre des avis soit d'initiative, soit à la demande du gouvernement en lien avec le développement durable.

Évidemment, le CFDD, dont j'ai l'honneur de présider depuis maintenant plus de 25 ans le groupe de travail Énergie et Climat, a émis toute une série d'avis dont un avis en vue de la préparation de la COP 27. Je n'entrerai pas dans tous les détails par manque de temps mais il s'agit d'un avis qui couvre les objectifs à atteindre, le rapportage. C'est un avis de consensus. J'attire votre attention sur ce point. En effet, on a réussi à mettre tout le monde d'accord sur un certain nombre de messages clés, sur la nécessité de respecter les droits humains et les questions de genre, sur le financement climatique, sur les pertes et préjudices, sujet qui est devenu important lors de la COP 27 et dont Peter Wittoeck va certainement parler. Il est ici question de la migration climatique, des marchés du carbone, du domaine de la recherche.

Des avis sur le climat ont été rendus dans bien d'autres contextes que la préparation d'une COP. Par exemple, un avis a été rendu sur les mesures fédérales d'adaptation. Un avis sur l'actualisation du Plan national Énergie-Climat est en cours de finalisation. Il existe un avis important sur le Plan pour la Reprise et la Résilience. C'est également dans le cadre du CFDD que la société civile participe aux COP et est admise dans la délégation officielle.

Je tiens, enfin, à signaler que, lors de la COP de Charm el-Cheikh, un rapport très intéressant a été publié, au printemps dernier, par une équipe qui avait été mandatée par le Secrétaire général des Nations Unies.

Si vous indiquez *Integrity Matters* dans un moteur de recherche, vous trouverez ce rapport tout de suite. Il s'agit d'un rapport sur la manière dont les entreprises, les institutions financières, les villes et les Régions peuvent mettre en œuvre réellement leurs engagements *net zero*, avec toute une série de principes clés, que je n'ai pas le temps de détailler, une dizaine de recommandations qui en substance ont pour intention, et pour effet si elles étaient mises en œuvre – je pense qu'il va y avoir des pressions de plus en plus fortes de la part du secrétaire général des Nations Unies pour les mettre en œuvre – de diminuer fortement le *greenwashing* qui existe encore dans ce domaine, aussi bien du côté des entreprises que du côté de villes qui disent qu'elles sont *net zero*, alors que c'est plus compliqué que cela. Il ne suffit pas de le dire pour l'être.

Je crois que l'humanité a le choix, aujourd'hui, d'être sur un scénario bas, avec des modifications climatiques qui sont, dans une certaine mesure, gérables, ou de rester sur un scénario élevé, auquel cas l'habitabilité de la Terre serait bien moindre qu'aujourd'hui et les dégâts et les souffrances beaucoup plus forts. Je suis convaincu que l'action climatique est beaucoup plus efficace si elle est placée dans le cadre de la recherche de la satisfaction des 17 Objectifs de développement durable, dont le climat n'est que l'un d'eux, le treizième, adoptés la même année que l'Accord de Paris.

Je vous rappelle que vous pouvez vous abonner à la lettre d'information que je publie. Voici un autre numéro que nous avons publié quand les jeunes manifestaient, pour rappeler les bases du problème. Et voici également quelques sites internet qui vous permettront de prolonger la réflexion. Merci pour votre attention, je suis évidemment prêt à répondre à toutes les remarques et questions que vous pourriez avoir.

Le **président**: Merci beaucoup, monsieur van Ypersele, pour votre présentation – j'entends d'ailleurs quelques applaudissements dans la salle – qui nous rappelle à la réalité du changement climatique et qui ne va pas aider celles et ceux qui, parmi nous, souffrent déjà d'écoanxiété. Mais vous nous avez aussi rappelé que l'humanité avait le choix. En tant que responsables politiques, nous avons évidemment une responsabilité à ce niveau.

Il est possible de retrouver la vidéo sur le site de la Chambre, sur lequel notre réunion est diffusée en direct. Ceux qui souhaitent revoir la présentation y ont accès.

De même, le rendez-vous est pris le 14 octobre à 16 heures à Louvain-la-Neuve, où nous pourrions venir suivre vos cours. Je ne doute pas que nous serons nombreux.

01.02 Jean-Pascal van Ypersele: C'est le 6 février, dans quinze jours, que le premier cours a lieu.

Le **président**: Excusez-moi, j'ai confondu.

Chers collègues, j'ai quelque peu manqué à mes devoirs tout à l'heure, j'aurais dû remercier notre collègue Antoine Hermant, qui avait assuré la présidence pour l'année 2022 et qui m'a donné le relais pour cette année.

Nous allons poursuivre avec l'intervention de M. Peter Wittoeck.

01.03 Peter Wittoeck: Mijnheer de voorzitter, dames en heren, Jean-Pascal en ik hebben niet veel afspraken moeten maken om elkaar aan te vullen en ik ben ook niet bij hem te leen gegaan om u de wetenschappelijke basis die we al decennialang hanteren nog eens in herinnering te brengen.

Zoals gevraagd zal ik mij vooral concentreren op de beslissingen die al dan niet genomen zijn tijdens de 27ste Conferentie van de Partijen van het VN-Klimaatverdrag in de Egyptische badstad Sharm-el-Sheikh in november 2022. Dat was ondertussen al de zesde COP sinds de Overeenkomst van Parijs. De Overeenkomst van Parijs was de laatste, heel grote mijlpaal inzake het uitzetten van het internationale klimaatbeleid. U weet wat er in de Overeenkomst van Parijs staat, dus ik zal daar niet bij stilstaan. De tijd die mij toegemeten is, is daarvoor te kort. Ik geef af en toe een gastles aan universiteiten, waar ik dat in twee uur tijd uit de doeken probeer te doen. Ik houd u op de hoogte mocht u daarin geïnteresseerd zijn, weliswaar zonder Jean-Pascal hiermee concurrentie te willen aandoen.

Mais les dates ne coïncident pas.

Je ne me suis pas trompé en vous montrant un *slide* de la COP 26, comme l'a fait Jean-Pascal van Ypersele. Je ne me suis pas trompé d'une année. Mais il est quand même essentiel de rappeler quelques décisions prises lors de la dernière COP majeure après celle de Paris, à savoir la COP de Glasgow de 2021. Il y a donc un peu plus d'un an.

Je vous rappelle qu'à Glasgow des décisions politiques majeures ont été prises. Je pense ici, par exemple et par excellence, à la décision de clarifier les choses en faisant savoir qu'on doit aller encore plus loin que ce que l'Accord de Paris ne demande en termes d'augmentation de la température maximale.

De Overeenkomst van Parijs eist om ruim beneden de 2°C te blijven boven het pre-industriële niveau en vraagt om te streven naar 1,5°C. Die doelstelling is in Glasgow echt wel scherpgesteld door de internationale

gemeenschap. De slogan *Keeping 1.5 alive* is sindsdien de kerndoelstelling van het internationale klimaatbeleid.

Over welke processen is er beslist in Glasgow en welke beslissingen over een aantal belangrijke aspecten van het internationale klimaatbeleid moeten nog worden genomen? Ik zal die niet in detail overlopen. U hebt die bij eerdere gelegenheden al gezien.

Het gaat over *mitigation*, het reduceren van emissies, het ambitieuzer maken van de nationale plannen, van de *nationally determined contributions* (NDC) van de partijen bij de Overeenkomst van Parijs.

Het gaat nog steeds over de internationale koolstofmarkt. In Glasgow zijn de grote lijnen uitgezet, maar een aantal belangrijke technische regels moeten nog nader besproken worden.

Het gaat ook om het opstellen van een nieuwe financiële doelstelling, de opvolger van de 100 miljard-doelstelling die we tegen 2020 moesten halen. In Glasgow hebben we het proces uitgetekend over hoe we tegen 2024 zullen beslissen over hoe hoog de doelstelling zal zijn en hoe die samengesteld zal zijn. Die doelstelling zal dan gelden vanaf 2025.

Het gaat ook over langetermijnfinanciering in meer algemene termen. Het gaat over het nader definiëren van het *global goal on adaptation*, dat in de Overeenkomst van Parijs is gedefinieerd. Dan hebben we meteen ook een doelstelling die bereikt moet zijn tegen de volgende COP in de Verenigde Arabische Emiraten eind 2023.

Straks zal ik dieper ingaan op de andere elementen, alsook op *loss and damage*, zonder twijfel het meest zichtbare element van de besprekingen in Sharm-el-Sheikh.

De *global stocktake* mag niet worden vergeten. De vijfjaarlijkse evaluatiecyclus van het ambitiemechanisme van de Overeenkomst van Parijs loopt parallel met de politieke onderhandelingen. Gelukkig werd die tot nog toe niet gepolitiseerd. Die moet eind dit jaar zijn beslag krijgen.

Laten we dan kijken naar de rol van de COP27 in Sharm-el-Sheikh.

Op basis van hetgeen wij in Glasgow hebben besproken, had de COP27 een soort overgangscop moeten zijn, met alleen een duidelijk mandaat, een heel belangrijk mandaat weliswaar, om rond *mitigation* een *work programme* uit te tekenen en om de resterende beslissingen te nemen rond het fameuze artikel 6, betreffende de internationale koolstofmarkt. Voor alle andere cruciale processen, klimaatfinanciering, adaptatie, *loss and damage*, was initieel geen specifieke rol weggelegd op deze COP. De COP27 moest een overgangscop zijn, bovendien in een extreem moeilijke politieke en economische context. U kent de polycrisis, de geopolitieke crisis, met de Russische agressie tegen Oekraïne, de voor een stuk daarmee samenhangende energiecrisis en de daaruit resulterende economische recessie, met inflatieproblemen. Niet te vergeten is er ook de klimaatcrisis. De heer van Ypersele heeft een aantal voorbeelden gegeven uit recente tijden, bijvoorbeeld de overstromingen in Pakistan, maar er zijn er andere, die misschien minder de media halen maar niet minder catastrofaal zijn. Het gesternte was dus niet zo gunstig.

Buiten de Europese Unie werd daarmee een risico geassocieerd dat klimaatverandering en het klimaatbeleid een stukje zouden wegzakken op de internationale politieke agenda. Nochtans hangen oplossingen voor de klimaatproblematiek voor een heel groot stuk samen met de oplossingen die nodig zijn om uit deze energiecrisis te raken en om toekomstige energiecrisissen te voorkomen.

Men zou dus denken dat er een niet zo gunstig gesternte en niet zo heel hoge verwachtingen voor de COP waren – de combinatie van de agenda met het ongunstige geopolitieke gesternte –, maar de verwachtingen waren toch heel groot. Dat kan men bijvoorbeeld zien aan het aantal deelnemers aan de COP27. Ik noemde het daarnet een overgangscop, zonder Kopenhagenmoment, Parijsmoment of Glasgowmoment, maar er is wel een stap gezet voor verschillende trajecten die tijdens latere COP's hun beslag zullen moeten krijgen. De COP27 was echter de tweede grootste ooit in aantal deelnemers. Dat wil wat zeggen over de verwachtingen, zowel aan de kant van de beleidsmakers als van de niet-gouvernementele deelnemers aan de COP, die zeer talrijk waren.

Wij moeten even terugblikken op Glasgow, omdat daar alle processen zijn uitgetekend en omdat Glasgow de laatste, grote mijlpaal is geweest waar een aantal belangrijke bijkomende beslissingen zijn genomen in

aanvulling van de Overeenkomst van Parijs.

Ik breng ze kort even in herinnering. Het gaat dan over de nettonuluitstoot, waar professor van Ypersele over sprak, die in Glasgow voor het eerst het voorwerp van een beslissing van de COP uitmaakte, het scherpstellen van de doelstelling inzake de anderhalve graad, en, zoals altijd, een belangrijke focus op adaptatie en internationale klimaatfinanciering. Als men kijkt naar de hoofddoelstellingen van het Egyptische voorzitterschap van de COP27, ziet men dat die eigenlijk een doordruk waren van de vier hoofddoelstellingen van het Britse voorzitterschap van de COP in Glasgow.

Sedert Glasgow is *loss and damage* een belangrijke eis – het werd nog nooit zo hard gespeeld als in Glasgow – van de ontwikkelingslanden en het COP-voorzitterschap profileerde zich expliciet als een voorzitterschap van het Afrikaanse continent en de ontwikkelingslanden in het algemeen. Dat was misschien niet zo expliciet, maar men merkte het wel aan de resultaten. Het was ook het voorzitterschap van de bredere regio waarin Egypte zich bevindt, met onder andere de Golfstaten. *Loss and damage* stond daar dus niet bij. Straks kom ik daarop terug.

Ik wil eerst focussen op wat er voor en tijdens de COP in Sharm-el-Sheikh is gebeurd inzake *mitigation*.

Als men kijkt naar de punten die het Egyptische voorzitterschap naar voren schoof, ziet men opnieuw een doordruk van de hoofdpunten van de Britse ambitie en de resultaten van de COP26: 1,5°C, meer en direct actie ondernemen, het verhogen van het ambitieniveau in de nationale klimaatplannen van de partijen. Een van de weinige, heel concrete mandaten voor de COP27 was het opzetten van een werkprogramma voor mitigatie, voor emissiereductie.

In welke mate is de COP27 erin geslaagd om het ambitieniveau in de NDC's van de partijen te verhogen?

Ik ga eerst even terug in de tijd. U weet ongetwijfeld dat de eerste draai, zoals ik het noem, van het ambitiemechanisme van de Overeenkomst van Parijs al vrij lang achter ons ligt. De eerste keer dat de vijfjarige ambitiecyclus zijn beslag heeft gekregen, ligt achter ons. Die cyclus moest zijn beslag krijgen in vernieuwde, geüpdatete, meer ambitieuze NDC's. Volgens de tekst van Parijs was dat tegen 2020, dus tegen de COP in Glasgow, die oorspronkelijk in 2020 moest plaatsvinden. In de jaren tussen 2018 en 2020 was het uitkijken naar een politiek signaal van de internationale gemeenschap dat de politieke dynamiek en de politieke wil op nationaal niveau in die richting zou versterken. In dat politieke signaal zijn zowel de COP in Polen in 2018 als de COP in Spanje onder Chileense voorzitterschap faliekant gefaald.

Het was dus uitkijken naar de mate waarin de COP in Glasgow beter zou presteren. Dat is eigenlijk wel gelukt. Dat is de Britse diplomatie aardig gelukt, als men kijkt naar hoeveel nieuwe of geactualiseerde NDC's er door de partijen van Parijs zijn ingediend voor de COP in Glasgow. Dat waren ze niet allemaal, natuurlijk, zoals te zien op de kaart. Het waren 165 landen in totaal. Het wordt al iets relatiever als we bekijken hoeveel van die nieuwe of geactualiseerde nationale plannen ook een verhoogd ambitieniveau inhouden. Dat waren er dan maar 98, die echter toch nog bijna driekwart van de wereldwijde emissies dekken. Dat is dus best wel significant te noemen. Helaas betekenen niet alle geactualiseerde of nieuwe NDC's een verhoging. Het proces faalt hier tot nu toe nog steeds. Op de slides vindt u de NDC's terug waarvoor wel een verhoogd ambitieniveau aan de dag wordt gelegd en die waarvoor dat niet het geval is.

Als referentiekader nemen we wat er voor Glasgow is gebeurd wat betreft de bereidheid van de partijen, vanuit hun nationale soevereiniteit. De architectuur van Parijs stelde bereid te zijn meer te doen.

Wat betekent dat voor het dichterblijven bij een traject dat de 1,5°C binnen bereik houdt?

De heer van Ypersele toonde daarnet zo'n grafiek waarin de trajecten uitgetekend zijn. Als men echt heel optimistisch is en rekening houdt met alle maatregelen in de NDC's, ook de voorwaardelijke, dan zitten we nog steeds gemiddeld boven de 1,5°C tegen het eind van deze eeuw. Een hoop NDC's van ontwikkelingslanden zijn geconditioneerd door het beschikbaar zijn van voldoende financiële middelen, technologie-transfers, capaciteitsopbouw en dergelijke. Zelfs met toevoeging van het effect van de uitvoering van niet alleen de kortetermijndoelstellingen, op Horizon 2030 vaak, maar ook de uitvoering van langetermijndoelstellingen, wat heel veel landen op een of andere manier hebben aangekondigd, voor ongeveer 90% van de wereldwijde emissies, namelijk nettonuluitstoot tegen het midden van de eeuw, tussen 2050 en 2070, zitten we nog altijd gemiddeld boven de 1,5°C tegen het eind van deze eeuw.

Men zou kunnen zeggen dat Glasgow een baken is geweest dat voor een stuk geslaagd is in het optrekken van de ambities. Maar dan nog, zelfs in de meest optimistische analyse zitten wij niet onder de 1,5°C.

Ik zal u nu tonen in welke mate het Egyptische voorzitterschap in de voorbereiding van de COP27 erin geslaagd is daaraan nog iets toe te voegen. Men kan een optelsommetje maken en dan ziet men dat er in 2022, na de COP26, slechts 19 nieuwe of geactualiseerde NDC's zijn bij gekomen, waarvan, op één uitzondering na, geen enkele een verhoogd ambitieniveau inhield. Australië staat daar alleen. Dat heeft natuurlijk alles te maken met de regeringsswissel daar. Dat is dus eigenlijk een correctie, zou men kunnen zeggen, ten aanzien van het beleid van de vorige Australische regering. U ziet ook Egypte zelf uitblinken, in de rechterbovenhoek van Afrika, als een van de landen die in hun nieuwe NDC geen verhoogd ambitieniveau aan de dag legden. Ook groei-economieën, belangrijke uitstoters als India, Brazilië en Indonesië, ziet u daar heel duidelijk.

Sharm-el-Sheikh heeft dus niet kunnen doen wat Glasgow voor een stuk heeft kunnen doen, namelijk een aantrekkingspool zijn voor verhoogde nationale actie.

Laten we dan kijken naar hetgeen werd beslist in het Glasgow Climate Pact, het politieke signaal dat werd gegeven om in de toekomst, voor degene die dat nog niet hadden gedaan, meer ambitie aan de dag te leggen. Dan is er deze tekst, met opnieuw de oproep aan partijen om hun NDC's te herzien en om de doelstelling op kortere termijn, tegen 2030, te herbekijken en verstrengen, om ze in lijn te brengen met de temperatuursdoelstelling van 1,5°C in de Overeenkomst van Parijs.

Ik heb het woord 'doordrukje' al een aantal keren gebruikt. Ik zal het nog gebruiken. De beslissing van Sharm-el-Sheikh is bijna copy-paste, op een paar woorden na. Er zijn een paar correcties van de tijdslijn ten opzichte van hetgeen in Glasgow werd beslist. Wat het oproepen van landen betreft om het beter te doen, heeft de COP27 eigenlijk niets toegevoegd aan de mijlpaal van Glasgow.

Ik maak even een zijsporang naar de Europese Unie.

Dat is een van de partijen die wel een ambitieuze NDC hebben, die afgestemd is op de netto-nuluitstoot tegen het midden van de eeuw. U kent het verhaal. Het Fit for 55-pakket raakt stilaan afgerond. Daarbovenop komen nog bijkomende voorstellen van de Europese Commissie in het kader van de energiecrisis in de context van het REPowerEU-pakket.

Zal de EU op die basis zijn huidige NDC herzien, met name minstens 55 % reduceren tegen 2030? In de context van REPowerEU zijn er namelijk een aantal bijkomende elementen die ons zullen toelaten om meer dan 55 % te reduceren. De Raad Milieu van de Europese Unie die in oktober 2022 de hoofdlijnen van de Europese positie voor de COP 27 had bepaald, is daarover niet volledig duidelijk, maar geeft toch een indicatie dat we dat wel degelijk zullen doen, op basis van de uitkomst van de Fit for 55-onderhandelingen. Men zou kunnen zeggen dat die politiek *acquis* zijn aan de zijde van de Raad Milieu. De heer Timmermans, uitvoerend vicevoorzitter van de Europese Commissie en een van de hoofdonderhandelaars van de Europese Unie in Sharm-el-Sheikh, heeft dat ook met zoveel woorden aangekondigd tijdens de COP.

Na deze zijsporang ga ik nog even door op de hoofddoelstelling van mitigatie, die Egypte naar voren had geschoven. Er was uiteraard *Keeping 1.5 alive*, evenals de moedige en onmiddellijke actie om daar te raken.

Ik maak even de link met wat de wetenschap ons zegt. In het Glasgow Climate Pact hebben we gezien dat de cijfers uit het rapport van het IPCC 2018 opgenomen werden. Daaruit toonde de heer van Ypersele u al het netto-ultraject. In Sharm-el-Sheikh werd dat geactualiseerd op basis van wat we in het *assessment report* konden lezen.

U zult zeggen dat de link met de wetenschap herbevestigd wordt. Dat is gedeeltelijk zo.

Een van de moeilijkere pijnpunten uit wat de wetenschap ons zegt, is echter dat de globale emissies moeten pieken ruim voor 2025. Vanaf 2025 of daarvoor moeten de wereldwijde emissies naar beneden gaan, terwijl ze nu nog steeds stijgen. Die paragraaf stond in een van de ontwerpteksten van wat uiteindelijk het Sharm-el-Sheikh Implementation Plan is geworden, maar dat hoogst belangrijke element heeft het niet gehaald.

Als wij spreken over *bold and immediate action*, dan zou men bijvoorbeeld kunnen denken aan actie die ingrijpt op een van de wortels van het probleem. Professor van Ypersele toonde een aantal grafieken over

de CO₂-concentratie in onze atmosfeer en hoe die gecorreleerd is met de temperatuurstijging. Dat is evident, maar het was in Glasgow niet evident om een tekst te krijgen – ietwat afgezwakt, maar toch – die rechtstreeks een politiek signaal stuurt naar de sector van de fossiele brandstoffen, de grootste oorzaak wereldwijd van de CO₂-emissies, voor het afbouwen – als men *phase down* zo mag vertalen naar het Nederlands – van steenkool en het uitfaseren van fossielebrandstofsubsidies. Daarom spreek ik dus van een doordrukje.

À Charm el-Cheikh, nous n'avons pas renforcé ce texte. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas lancé de signaux supplémentaires dans le contexte de la transition énergétique. On voit notamment qu'il y a pas mal de références aux énergies renouvelables, dont je vous montre quelques exemples.

Avant Glasgow, il n'était jamais question à la COP du secteur de l'énergie ou des plus grands secteurs contributeurs aux émissions de gaz à effet de serre. Depuis la conférence de Glasgow – dans le prolongement de laquelle s'inscrivait celle de Charm el-Cheikh –, les COP Climat se penchent sur le secteur de l'énergie, avec des références au rôle des énergies renouvelables dans le contexte de la transition énergétique.

Je vous montre à nouveau le texte de Glasgow intitulé "A phase down of coal power" pour vous parler d'un aspect qui a suscité beaucoup d'étonnement auprès des délégués à Charm el-Cheikh. À Glasgow, l'Inde et la Chine étaient opposés au langage sur le charbon, avec en cause la question du "*phase down*" plutôt que du "*phase out*". La délégation indienne à Charm el-Cheikh a proposé d'aller plus loin et d'élargir cette notion de "*phase down*" aux autres énergies fossiles telles que le pétrole et le gaz naturel. Ainsi, une proposition reflétant la demande de l'Inde d'aller vers un "*phase out*" de toutes les énergies fossiles a été intégrée dans le Charm el-Cheikh Implementation Plan.

Vous ne serez pas étonnés d'apprendre que, comme beaucoup le soupçonnent, la présidence égyptienne n'a pas été très réceptive à l'égard des 80 pays qui demandaient ce paragraphe ou une référence comparable.

Cela ne se reflète pas dans les textes, mais avoir 80 pays qui parlent explicitement aux Nations Unies de la nécessité d'éliminer – même si c'est sans date, c'est quand même un signal politique important – à terme l'utilisation *unabated* des énergies fossiles, c'est déjà un signal politique très fort. Mais les Égyptiens ne nous ont pas aidés à retrouver une telle référence dans les décisions de la COP.

J'en viens à la décision mandatée par la COP de Glasgow et à la décision d'un programme de travail sur l'implémentation.

Dat werkprogramma was nodig voor de mogelijk jaarlijkse evaluatiecyclus. Ik sprak al over de vijfjaarlijkse ambitiecyclus van de Overeenkomst van Parijs. In Glasgow is evenwel de mogelijkheid gecreëerd om daar een jaarlijkse cyclus van te maken. Via een syntheserapport van het secretariaat en een politieke discussie op het niveau van de ministers kan dus elk jaar worden bekeken hoe ver we nog staan van een traject naar een opwarming van de aarde met 2 of 1,5°C. Op die manier kan men elk jaar politieke signalen geven, zodat het ambitieniveau wordt verhoogd.

Dat werkprogramma moest daarbij een extra laag vormen. Dat is deels geslaagd, al blijven nog een aantal vraagtekens. Ik zoom even in op de tijdlijn. We hebben in Sharm-el-Sheikh beslist dat dat werkprogramma de vorm zal aannemen van minstens twee dialogen, intersessioneel tussen de COP's, misschien tijdens de intersessionele vergaderingen van de hulporganen (SB's), eventueel tijdens de COP zelf, met daaraan gekoppeld Investment Oriented Events, die signalen willen sturen naar investeerders, die vaak het knelpunt vormen. De uitkomst van die dialogen wordt gekoppeld aan dezelfde ministeriële rondetafels, waartoe in Glasgow al was beslist, een rapportering naar de COP en een mandaat aan elke COP tussen nu en 2026 om over dat geheel ook een beslissing te nemen. Inzake procesvoering kan men op VN-niveau niet veel beter doen dan dat. Voor die prioriteit is de opzet van de Europese Unie en andere ambitieuze, progressieve landen in de context van de COP's wel geslaagd. Er wordt ook een weliswaar vage link gelegd met de herziening van de opeenvolgende NDC's.

De prijs die we daarvoor hebben moeten betalen, is dat het werkprogramma niet mag leiden tot nieuwe doelstellingen of beslissingen. De vastgestelde doelstellingen en genomen beslissingen volstaan evenwel in principe.

Hoe dan ook zal de disclaimer bij de beslissing over het *Mitigation Work Programme* ons wellicht nog zuur opbreken in de komende jaren.

Wij zijn er evenmin in geslaagd om heel expliciet en van in het begin te beslissen welke specifieke sectoren in dat werkprogramma bekeken worden. U herinnert zich wat ik gezegd heb over de energiesector, enzovoort. Er circuleert een hele lange lijst van verschillende sectoren. Men is er niet uitgeraakt en men is geland op een referentie naar *the thematic areas* in het mitigatiedeel van het zesde Assessment Report van het IPCC. Op zich is dat niet slecht, want daar worden de belangrijkste sectoren, op het niveau van emissies, duidelijk geïdentificeerd. De precieze onderwerpen liggen echter nog open. Daarover zal beslist worden door de covoorzitters van het proces dat ik daarnet uitstekende, die nog niet benoemd zijn.

Ik zal het nu hebben over *adaptation*.

U herinnert zich de pijl die de ontwikkeling van het *global goal* aangaf. Sharm-el-Sheikh was echt een overgangscop. Hoewel, het proces werd in Glasgow uitgetekend en het zal een einddatum kennen tijdens COP28, eind dit jaar.

Het versterken van het adaptatiedoel was een eis van vele ontwikkelingslanden, als een soort tegengewicht voor het *Mitigation Work Programme*. Zij wilden eigenlijk een evenwicht tussen *mitigation* en *adaptation*, zoals heel vaak. Er moest dus iets vergelijkbaars komen, in aanvulling op GlaSS, het werkprogramma Glasgow–Sharm-el-Sheikh, en dus heeft men in Sharm-el-Sheikh beslist er een *framework* voor te maken.

Wat de adaptatiefinanciering betreft, was een van de belangrijke uitkomsten van Glasgow, het minstens verdubbelen van de adaptatiecomponenten inzake internationale klimaatfinanciering. Hoewel Egypte adaptatie en de financiering ervan als belangrijke prioriteiten naar voren schoof, ter wille van zijn achterban, de ontwikkelingslanden in Afrika met name, is men in Sharm-el-Sheikh eigenlijk niet veel verder geraakt dan het vragen aan een van de organen van de VN-architectuur inzake klimaatverandering, het Standing Committee on Finance, om tegen de volgende COP een verslag voor te bereiden.

Nu kom ik tot *finance* in meer algemene termen.

Ik sprak al over de nieuwe doelstelling die vanaf 2025 zal gelden. Ook daarin heeft de klimaatconferentie van Sharm-el-Sheikh voor weinig nieuws gezorgd wat betreft de versterking van dat proces.

Ik breng in herinnering dat de COP in Glasgow zijn diepe teleurstelling heeft uitgedrukt, omdat de industrielanden, de donoren, hun 2020-doelstelling niet gehaald hebben. De industrielanden, de donorlanden, hebben toen een *delivery plan* naar voren geschoven waarin wij aankondigden dat wij die doelstelling tegen 2023 of kort daarna wel zouden halen. Dat heeft een beetje geholpen om de zaken in Glasgow niet helemaal scheef te laten lopen.

In 2022 hebben wij daarover op de COP in Sharm-el-Sheikh een soort vooruitgangsrapport gemaakt. Maar veel belangrijker, betreffende hetgeen de COP rond financiering heeft beslist, is het rapport van datzelfde *standing committee on finance*, waarnaar ik daarnet even in de adaptatiecontext verwees. Dat keek niet alleen naar hoe veraf of hoe dichtbij het staat met de landen in de realisatie van hun 100 miljard-doelstelling, er worden ook een hoop cijfers in gegeven over de werkelijke behoeften aan klimaatinvesteringen, met name ook in ontwikkelingslanden. Dat gaat veel verder dan de 100 miljard. Ik toon u straks een paar cijfers daaruit. In Sharm-el-Sheikh werd opnieuw bevestigd – mag ik het woord doordruk nog eens gebruiken? – dat het nog niet halen van die 100 miljard zorgwekkend is.

Ik sprak net over het *standing committee on finance* en hoe die de 100 miljard, die grootteorde van klimaatfinanciering, in een breder perspectief zet. Andere analyses doen dat ook al vele jaren. U ziet nu een grafiek uit een rapport van het Internationaal Monetair Fonds uit 2021, die duidelijk aantoonde dat wanneer alle mogelijke internationale financieringsstromen als klimaatfinanciering in aanmerking worden genomen, het totaal uitkomt op ongeveer 630 miljard per jaar. Dat toont het klein blauw blokje aan de linkerkant van de grafiek.

Om echter tegemoet te komen aan de behoefte aan investeringen, aan financiële stromen om alle mogelijkheden die het IPCC identificeert om de 1,5°C binnen bereik te houden, te realiseren, spreken we over een heel andere grootteorde dan de 100 miljard, die wij niet hebben gehaald, los van de bijkomende kosten, want dat gaat over het verschuiven van investeringen. Wij moeten niet denken in termen van

tientallen of honderden miljarden als wij aan klimaatfinanciering denken, maar in termen van duizenden miljarden, biljoenen.

Nous devons penser en termes de milliers de milliards de dollars. D'autres analyses montrent la même chose. Ce rapport du Standing Committee on Finance mentionne aussi des chiffres qui sont de cet ordre. C'est à ma connaissance une première, que la COP a reconnue en reflétant ce genre de chiffres dans ses décisions. Ici, par exemple, dans ces deux paragraphes de la décision de la COP, on parle d'un besoin des pays en développement de près de 6 000 milliards de dollars avant 2030.

La COP a aussi reconnu, sur la base des chiffres figurant dans ce rapport, que seul un maximum d'un tiers des besoins de flux financiers serait rempli, même pour pouvoir nous permettre de réaliser l'objectif de 2 °C.

De nombreuses analyses de ce genre existent. Je vous en montre encore une autre. Elle aussi parle de milliers de milliards. Elle indique aussi quelle est la part du secteur public dans ces flux financiers, et quelle est la part du secteur privé. Dans notre économie globale, la façon dont notre économie est structurée est telle que le secteur privé, largement – pas seulement l'industrie –, serait responsable d'une grande majorité de ces investissements, d'ici à l'horizon 2025.

M. van Ypersele vous a montré le *slide* que je montre toujours avec les trois grands objectifs de l'Accord de Paris. Les objectifs de température (paragraphe A), l'objectif de résilience et de développement bas carbone (paragraphe B de l'article 2) et le besoin d'aligner, de rendre cohérents tous ces flux financiers, tous ces milliers de milliards de dollars ou d'euros avec les deux autres objectifs (paragraphe C de l'article 2.1).

Même si c'était une grande priorité de la présidence britannique de la COP26 et que généralement parlant, on peut dire que la COP26 fut un grand succès, à Glasgow, on n'a pas réussi à dire beaucoup plus que ce que l'Accord de Paris disait déjà en termes d'opérationnalisation de l'objectif de l'article 2.1c. À Glasgow, on a juste rappelé l'urgence d'aussi avancer dans la réalisation de cet objectif-là.

Dat was een van de redenen waarom de Europese Unie voor de COP in Sharm-el-Sheikh had beslist om te vragen om dat hoger op de agenda te zetten en daar een specifiek agendapunt van te maken. Dat is ons niet gelukt. De agenda is wel gewijzigd, *Loss and damage* is er bijvoorbeeld bijgekomen. Maar dit belangrijke en eigenlijk stiefmoederlijk behandelde aspect van de Overeenkomst van Parijs mocht geen aparte doelstelling krijgen. Dat heeft onder meer te maken met de vrees bij een aantal ontwikkelingslanden dat de donorlanden hun verantwoordelijkheid proberen van zich af te schuiven naar de privésector. Die interpretatie klopt niet met de intenties van de Europese Unie, maar ze heeft er niettemin voor gezorgd dat het geen apart agendapunt is geworden.

Toch zijn we erin geslaagd een stap vooruit te zetten. Daarvoor moet u kijken naar paragraaf 68 van het Sharm-el-Sheikh Implementation Plan. Daarin is een pijl gezet op de overzichtgrafieken met de start van een dialoog, nog heel schuchter maar hij is erop gericht om te verduidelijken hoe dat artikel 2.1c zich verhoudt tot artikel 9, dat spreekt over de klassieke klimaatfinanciering en de verantwoordelijkheid van het historische Noorden tegenover het historische Zuiden.

Er is niet alleen een belangrijke stap gezet om privéfinanciering te mobiliseren, in het kader van artikel 2.1c, maar ook in de richting van de internationale financiële architectuur buiten de COP, buiten de VN zelfs, met name de internationale financiële instellingen, de Bretton Woods-instellingen zoals de Wereldbank, het Internationaal Monetair Fonds en de kapitalen die zij beheren voor ons, de lidstaten of aandeelhouders.

Daar had het Glasgow Climate Pact al een aantal indicaties gegeven – ik gebruik het woord 'schuchter' nog eens, *to explore*, gaan verkennen, versnellen, coherent maken. Dan is men in Sharm-el-Sheikh toch een stap verder gegaan, is men een stuk directiever geweest. Men kan alleen oproepen natuurlijk, want die instellingen vallen niet onder het gezag van de Verenigde Naties, zoals ik net ook zei. Het is dus een oproep om te hervormen, om een nieuwe visie te definiëren, een nieuw operationeel model, nieuwe kanalen, nieuwe instrumenten, met het oog op het verdrievoudigen van klimaatfinanciering via die kanalen, via die overheidsinstrumenten in het internationale beleid, een verdrievoudiging tegen 2025.

Ik eindig met de kers op de taart, zeg maar, het punt dat eigenlijk het meest spraakmakend is geweest tijdens en voor de COP in Sharm-el-Sheikh, eigenlijk al te beginnen in Glasgow, *loss and damage*.

Ik toon u een paar beelden die beter dan woorden kunnen illustreren waar we over spreken. Jean-Pascal

van Ypersele, toonde daarnet ook een aantal grafieken die eigenlijk aantonen waar het over gaat. Het gaat over schade van een dergelijke grote schaal, een dergelijke grote amplitude, dat men zich daar niet weerbaar tegen kan maken via adaptatiemaatregelen en de schade die daarmee is geassocieerd. Het gaat om de vraag hoe men daarmee omgaat in financiële termen in het internationale klimaatregime.

Loss and damage is een punt dat vanaf Glasgow heel hoog op de agenda stond, nog niet formeel, maar zeker op de politieke agenda, zeker wat betreft eisen van de ontwikkelingslanden. Aan het einde van de COP26 kwamen eerst de kleine eilandstaten, snel gevolgd door de andere kwetsbare landen, de meest kwetsbare landen, de minst ontwikkelde landen, onmiddellijk daarna gevolgd door de hele G77 en China, de groep die het 'historische Zuiden' vertegenwoordigt in de klimaatonderhandelingen, en veel breder, met de eis, een heel harde eis, om nog tijdens COP26 een specifiek financieel instrument op te richten, gericht op *loss and damage*.

Dat noemde men toen een *global facility* en kreeg toen de verdere verduidelijking van een *operating entity of the financial mechanism of the convention*. Verontschuldig mij dat ik even technisch word. Daaruit begreep men dat men een fonds voor ogen had van dezelfde aard, met name een miljardenfonds, zoals de andere *operating entities* zoals het Green Climate Fund en de Global Environment Facility. Daarin gaan bedragen om van de grootteorde van 10 miljard dollar. Dat had men dus voor ogen, op enkele dagen voor het einde van de COP.

Sommige donorlanden waren al niet zo enthousiast. Naar hen werd gekeken als financiers voor dat fonds. Zij waren er om te beginnen al niet zo happig op. Op een paar dagen tijd een fundamentele shift mogelijk maken van een initieel weigerachtige positie naar het oprichten van een miljardenfonds, kon dus niet lukken in Glasgow.

In Glasgow hebben we toen beslist om een proces op te starten, dat, niet tijdens COP27, maar over een aantal jaren moest leiden tot een beslissing over de financieringskwestie, zonder voorafnames te maken of dit via een dergelijk fonds moet of niet. Maar, zoals ik al zei, speelde COP27 daar eigenlijk geen formele rol in, tot midden 2022. Toen vroeg de G77 immers heel formeel om hierover een punt toe te voegen aan de agenda van COP27, *funding arrangements for addressing loss and damage*.

Wat de positie van de Europese Unie betreft, ziet u hier opnieuw een uittreksel uit de raadconclusies van oktober 2022. De EU was niet gekant tegen het opnemen van een dergelijk agendapunt. U leest hier "*readiness to engage, including through a new agenda item*". Opnieuw is dit expliciet niet gefocust op de creatie van een fonds, maar op de bredere mozaïek van bestaande instellingen en, alvorens te beslissen of er hoe dan ook plaats was voor zo'n fonds, eerst het gesprek aan te gaan met de bestaande instellingen die actief zijn op het gebied van *loss and damage* in de context van rampenbestrijding, humanitaire hulp en dergelijke. Dat gesprek moet eerst plaatsvinden vanuit een analytisch perspectief, alvorens na te denken over concrete oplossingen voor financiering.

U kent ongetwijfeld ondertussen allemaal de uitkomst, maar ik wil toch nog even de vergelijking maken tussen wat de G77 wilde en het tegenvoorstel van de Europese Unie. De G77 stelde voor om een fonds op te richten om ontwikkelingslanden in algemene termen – "het historische Zuiden" – te helpen om de kosten van *loss and damage* te dragen. Dat fonds zou niet alleen in de context van Parijs functioneren, maar ook in de context van het verdrag. Dat wil ik toch even uitleggen.

De Overeenkomst van Parijs is een stap voorwaarts geweest in de discussie over *loss and damage*, omdat er daaraan gekoppeld een *disclaimer* zit dat dat artikel van de Overeenkomst van Parijs – artikel 7, als ik mij niet vergis – geen rechtsbasis kan vormen voor schadeclaims, het betalen van reparatiekosten, voor compensatie. Als men de discussie over financiering in een andere context plaatst – die van het klimaatverdrag –, dan zit men natuurlijk weer met het risico van het moeten betalen van reparatiekosten.

Daarom had de Europese Unie, in de context van die discussie en al een stuk verder dan onze initiële positie in de discussies, expliciet geëist dat het financieringsmechanisme in de context van de Overeenkomst van Parijs zou worden geplaatst. Ook belangrijk was de eis van de Europese Unie en andere om niet in heel algemene termen over alle ontwikkelingslanden te praten, waartoe men ook de Verenigde Arabische Emiraten of Saoedi-Arabië kan rekenen, maar te focussen op de kwetsbaarste landen, de kleine eilandstaten – heel vaak onze bondgenoten in die onderhandelingen – en de minst ontwikkelde landen. Een andere eis was dat er niet alleen zou worden gekeken naar giften van de historische industrielanden, maar dat een bredere donorbasis zou worden genomen waarbij ook de groei-economieën of andere rijke landen

die tot het historische Zuiden behoren, in het vizier komen, dat er zou worden gekeken naar andere bronnen dan enkel giften, dat er zou worden gekeken naar innovatieve financieringsbronnen en dat het fonds zou worden gezien als een deel van die mozaïek waar ik net over sprak en waarin ook wordt gerefereerd – ik sprak er daarnet al over toen het over *adaptation* ging – aan de internationale financiële instellingen, waarin ook zou worden gekeken naar de rol van schulden en dergelijke meer.

Wat is de uiteindelijke uitkomst? In de Belgische pers is er op een bepaald moment een discussie geweest over hoeveel wij toegegeven hebben en hoe wij afgeweken zijn van onze uiteindelijke positie. Welnu, wat wij hebben gekregen, kan in mijn persoonlijke analyse best wel een goed compromis worden genoemd. We spreken namelijk niet alleen over dat fonds waarop alle ontwikkelingslanden aanspraak zouden kunnen maken, ook de hele grote en hele rijke, we spreken over een geheel van *funding arrangements*, gericht op de meest kwetsbaren, niet alleen in de context van de Verenigde Naties, het klimaatverdrag en de Overeenkomst van Parijs, maar ook daarbuiten. Wij hebben dus inderdaad wel aanvaard dat een dergelijk fonds opgericht wordt. Veel meer dan dat is er nog niet beslist, want nu moet nog worden gesproken over de wijze waarop we dat fonds operationaliseren. Tegelijk hebben wij volgens mij ook enkele heel belangrijke signalen gegeven ten aanzien van die financiële kanalen buiten het klimaatregime, onder andere opnieuw de internationale financiële instellingen die over de capaciteit beschikken. U herinnert zich hoe het Internationaal Monetair Fonds bijvoorbeeld is gemobiliseerd om ontwikkelingslanden te helpen om de covidcrisis te dragen, waarbij we niet spreken over tientallen miljarden, maar over honderden miljarden aan gemobiliseerde middelen. Daarom denk ik dat dit een interessante evolutie is.

Aan de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, de heer Guterres, werd bijvoorbeeld de opdracht gegeven om met de leidinggevende ambtenaren van die internationale financiële instellingen te praten om te bekijken hoe zij het best kunnen bijdragen aan de financiering van *loss and damage*. Aan die internationale financiële instellingen werd ook rechtstreeks gevraagd om tijdens hun *spring meetings*, heel binnenkort georganiseerd door de Wereldbankgroep en door het Internationaal Monetair Fonds, heel expliciet te bekijken hoe die instrumenten kunnen worden ingezet om bij te dragen aan de financiering van de kosten geassocieerd met *loss and damage*. Ik bespaar u de details. Ik zal u via de voorzitter en het secretariaat de slides bezorgen. Het is een intens proces om dat fonds te gaan operationaliseren, maar ook om dat verder in te bedden in die heel brede context van financiering.

Ik sluit af met een paar *quotes*.

De eerste is van de secretaris-generaal. Hij was diplomatieker dan na Madrid. Hij spreekt over een belangrijke stap in de richting van klimaatrechtvaardigheid, verwijzend naar *loss and damage*. Tegelijkertijd drukt hij ook de ontgoocheling uit van velen dat men in Sharm-el-Sheikh er niet echt in is geslaagd om ons dichter te brengen bij een wereld die de emissies voldoende reduceert.

Ook de heer Timmermans drukte in zijn afsluitende rede namens de Europese Unie ook zijn ontgoocheling uit dat die stap in de richting van klimaatrechtvaardigheid, de toegeving van de Europese Unie aan ontwikkelingslanden inzake *loss and damage*, niet werd gecompenseerd aan de andere kant, namelijk het vermijden van *loss and damage* door het reduceren van emissiereducties. Dat zijn ook niet mis te verstane woorden.

Nu kijken wij naar COP28. Ik kan u daarover nog niet veel vertellen. Het is het einde van de tweede draai van het ambitiemechanisme. In die zin is het dus een heel belangrijke COP. Wij zullen daar moeten concluderen wat wij besluiten op basis van dat proces dat reeds een tijdje loopt. De COP vindt plaats in een Golfstaat, een olieproducent, onder leiding van de minister van Industrie van de Verenigde Arabische Emiraten, de heer Al-Jaber.

U ziet hier een quote uit een toespraak vorige week tijdens de Abu Dhabi Sustainability Week. Hij erkent dat wij niet *on track* zijn, dat er veel meer moet gebeuren en veel sneller om de doelstelling van 1,5°C in leven te houden. Dat konden wij ook lezen in uitspraken en teksten van de heer Shoukry, de voorzitter van COP27.

Het is dus maar de vraag hoe de Verenigde Arabische Emiraten twee aspecten van zijn politieke identiteit verenigen, maar ook van de rol van de voorzitter van de COP, de heer Al-Jaber die enerzijds aan het hoofd staat van ADNOC, de Abu Dhabi National Oil Company en, anderzijds aan het hoofd staat van een van de grootste hernieuwbare-energiebedrijven in de regio. Hoe zal de heer Al-Jaber die twee rollen die hij tot nu toe heeft, kunnen verenigen met zijn verantwoordelijkheid als voorzitter van de COP om te doen wat hij zelf heeft gezegd, namelijk ons dichterbij brengen bij het dichten van de kloof tussen waar we nu staan en waar

we moeten zijn om de 1,5 °C effectief in leven te houden?

Le **président**: Un grand merci, monsieur Wittoeck, pour votre présentation.

Vos exposés sont toujours très riches et complets; ils nous permettent de voir l'évolution d'une COP à l'autre, ce qui évolue positivement ou pas. Cela nous permet également de comprendre les dynamiques parallèles qui s'inscrivent dans le cadre des COP.

Je propose de faire un tour de prise de parole pour réagir aux deux présentations. La tradition veut que l'on propose aux chefs de délégation qui sont présents d'intervenir, et je vois que M. Karl-Heinz Lambertz est parmi nous. Par ailleurs, nous avons récemment appris que M. Lambertz allait bientôt quitter la présidence du Parlement germanophone. Je vous adresse mes félicitations pour votre parcours politique et je vous donne la parole.

01.04 Karl-Heinz Lambertz (SP): Vielen dank!

Je voudrais tout d'abord vous remercier chaleureusement pour ces contributions qui permettent à chaque fois de se rendre compte du contexte dans lequel nous jouons et quels sont les enjeux pragmatiques. La Communauté germanophone n'a, en matière de climat, que des compétences très marginales, mais cela ne veut pas dire que cela ne nous intéresse pas, ni que nous n'essayons pas de faire ce que nous pouvons. Mais, en regardant cet énorme enjeu en matière d'investissement, je me demande de quelle manière nous pouvons arriver à une mobilisation suffisante pour que cet effort considérable puisse vraiment démarrer à un moment déterminé. C'est une question de volonté politique, mais je voudrais quand même savoir si, selon vous, c'est possible.

Quels sont, selon les scientifiques et les experts, les principaux obstacles? Comment pourriez-vous inspirer les politiciens que nous sommes – je reste membre du Parlement germanophone, ce qui peut se cumuler avec la pension car ce n'est pas une fonction à temps plein -, et nous conseiller pour arriver vraiment à cette accélération? M. Guterres le dit, ainsi que M. Timmermans, mais la réalité est un peu différente. Quel est d'après vous le *boost* qu'il faudrait avoir pour parvenir à cette avancée? Le petit conflit d'intérêts qu'a le futur président de la COP28, tout le monde l'a un peu, à sa façon.

Si rien n'est fait à cause du conflit d'intérêts, en vertu du principe que les exigences contradictoires se neutralisent, on ira évidemment droit dans le mur! Selon vous, quelque chose doit-il particulièrement être mis en place ou mis en exergue?

Je terminerai mon intervention, en vous remerciant pour vos propos qui me touchent beaucoup. En effet, c'était la dernière fois que j'intervenais, après 50 ans de vie politique.

01.05 Christian Leysen (Open Vld): Ich möchte Herr Lambertz danken für seinen Einsatz hier und anderweitig in der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Ich habe mein Amtseid auch erst auf Deutsch ausgesprochen, mit die Erklärung dass es die meist sympatischen Gemeinschaft und das meist konstruktive Unterteil unser Statssystem ist.

Aangezien ik op de COP aanwezig was, heb ik zowel met de heer Wittoeck als met de heer van Ypersele interessante gesprekken gevoerd. Ik heb een aantal conclusies en ik wil, zonder het te lang te maken, zeggen dat innovatie het verschil maakt. Er wordt veel gesproken over geld, een beetje zoals in het lied van Abba, Money, Money, Money, maar het geloof in innovatie en de aandacht en de steun voor innovatie ontbreekt.

Uiteindelijk is het hele COP-gebeuren een mediacircus, zowel voor de regeringsleiders als voor de LNG's, maar het is ook een beurs en een contactgelegenheid voor velen. Maken wij soms niet de fout wat te veel over ambities te spreken en te weinig over 'actioneerbare', uitvoerbare en uitgevoerde actieplannen? Indertijd ging het over de broeikasgassen, daarna over CO₂ en nu spreken wij alleen nog maar over het klimaat en *Keeping 1.5 alive*. Dat is een mooie slogan, maar is het debat niet veel breder?

Laden wij het klimaatkarretje niet te vol? Wanneer wij al die stands daar zien, dan stellen wij vast dat alle problemen ter wereld gelieerd zijn aan de klimaatproblematiek. Armoede, gendergelijkheid en alle andere problemen zijn daaraan gelieerd, waardoor de essentiële en belangrijke doelstelling, namelijk het leefbaar houden van de planeet bij een steeds groeiende wereldbevolking, wordt overladen.

Last but not least is er de comeback van de kernenergie. Er was daarnet ook een commissie voor Energie, waarin de minister trouwens heeft aangegeven dat er nog voor langere tijd plaats is voor kernenergie. Hoe hebt u dat ervaren?

Ik was in Glasgow en in Sharm-el-Sheikh, waar er een grotere bewustwording was van het feit dat wij met de optie die wij hebben genomen, namelijk alles automatisch oplossen met hernieuwbare energie, een diversificatie in onze energiebronnen nodig hebben, om enerzijds de bevoorradingszekerheid veilig te stellen en anderzijds de geopolitieke onafhankelijkheid te vrijwaren. Kan u daarop antwoorden?

Ten slotte, het gaat over veel geld. Er wordt veel geld verwacht van de overheden. Proberen wij ook niet grote verwachtingen in te lossen, die door een subsidieoorlog moeten worden gevoed?

Dat waren mijn vragen. Ik hoop dat ik binnen mijn spreektijd van vier minuten ben gebleven.

01.06 Antoine Hermant (PTB): Monsieur le président, en tant que chef de délégation, je n'avais pas de question particulière, mais je remercie les orateurs du jour pour leur exposé particulièrement intéressant et laisse les députés poser leurs questions.

01.07 Bert Wollants (N-VA): Ik wil beide heren danken voor hun uiteenzetting, die zeer veel informatie bevatte en de uitdaging scherpstelde.

Ik wil even inpikken op de laatste opmerking. Het volgende voorzitterschap van de COP draagt, zacht uitgedrukt, meerdere petjes. We zagen in Sharm-el-Sheikh al dat dit enige invloed had en dat de fossiele brandstoffen daar meer aan bod kwamen dan op andere COP's. Dat was althans mijn indruk. Bestaat het risico niet dat dit in de Verenigde Arabische Emiraten opnieuw gebeurt? Moet er voor de COP niet worden nagedacht over een betere spreiding van het organiseren van dergelijke activiteiten? Als we immers een aantal COP's na elkaar terechtkomen in landen die gemeenschappelijke belangen in een bepaalde sector hebben, dan zou er over de jaren heen een vertraging kunnen optreden. Wordt daar ook over gesproken?

Een ander element heeft met de huidige energiecrisis te maken. We zien heel veel landen die de uitstap uit kolen aan het vertragen zijn. De poging om meer grip op de energiebevoorrading te krijgen, komt wat meer bovendien. Als we dat aspect de komende jaren continu gaan zien, dan vraag ik mij af hoe en of die versnelling er gaat komen.

In Europa zien we daarenboven ook het massaal overstappen van pijplijngas naar LNG, terwijl LNG systematisch een hogere CO₂-intensiteit heeft dan het pijplijngas van weleer. Misschien werd dat niet allemaal op de juiste manier gedocumenteerd, dat kan ook, maar dat noopt ons ertoe om op het vlak van gas een aantal herzieningen in ogenschouw te nemen, om de impact daarvan goed te kunnen meten en meenemen. Hoe zal die energietransitie op dat vlak dan verder vorm krijgen, zeker gelet op het feit dat we in Europa heel afhankelijk zijn, is het niet van gas en olie, dan wel van zeldzame aardmetalen die we nodig hebben voor de transitie? Wordt er ook aandacht gegeven aan de toegang tot dergelijke elementen, om die transitie op langere termijn mogelijk te houden?

Vandaag zijn we immers voor 80 à 90 % afhankelijk van China voor die zaken. Vooral de windenergiesector heeft hier behoefte aan. Dat is potentieel een nieuwe bottleneck, die de positie van landen als China op de COP's in de toekomst kan herijken. Graag uw visie hierop.

01.08 Séverine de Laveleye (Ecolo-Groen): Monsieur le président, félicitations pour vos nouvelles fonctions. Monsieur van Ypersele et monsieur Wittoeck, merci beaucoup à tous les deux pour votre présentation.

Je crois que nous avons été très nombreux et nombreuses à suivre de très près les travaux de cette COP. Certains d'entre nous avaient même le privilège d'y assister. C'était mon cas.

Je ne vais pas revenir de façon précise sur les différents constats que vous avez partagés avec nous, bien qu'ils sont tellement importants que cela vaut la peine de souligner l'essentiel de ce que vous avez dit, c'est-à-dire que nous n'en sommes vraiment encore nulle part et que nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux auxquels nous sommes confrontés. Les ambitions ne sont pas suffisantes et les moyens pour y arriver probablement encore moins.

Je retiendrai quand même les ambitions. Je pense qu'il était important que vous le mettiez en avant. Il y avait un enjeu énorme à garder le 1.5 (*Keeping 1.5 alive*). Je pense que c'était une énorme victoire de la société civile que de réussir à le faire vivre jusque dans la décision finale. Nous avons commencé à entendre quelques débats scientifiques sur cette question. Est-il si important que cela de garder le 1.5 ou pas?

Je me dis qu'il serait peut-être intéressant de vous entendre sur ce débat-là, de voir dans quelle mesure garder ce 1.5 était essentiel. Pour les écologistes, cela ne fait pas le moindre doute; parce que si ce n'est pas 1.5, pourquoi pas 1.8, pourquoi pas 2, pourquoi pas 2.2? On sait qu'il n'y a pas de limite basculante.

Vous avez aussi mis en avant qu'en matière de *mitigation*, on n'arrive toujours pas à acter un *phasing out* complet des énergies fossiles, ni un *phasing out* complet des subsides aux énergies fossiles.

À ce niveau-là, n'oublions quand même jamais que la Belgique en est elle-même encore assez loin. Il est très intéressant de voir qu'à l'échelle internationale, on ne parvient pas à l'acter. Mais il est vrai qu'en tant que Belgique, nous avons encore du mal notamment à sortir des subsides aux énergies fossiles et à avoir une trajectoire très claire de sortie. Mais c'est effectivement fou de se dire qu'en 2022, le simple fait d'acter d'utiliser les mots du *phasing out* ne soit toujours pas obtenu.

En termes d'adaptation, c'est intéressant. Monsieur Wittoeck, vous avez parlé à peu près 35 secondes des avancées sur le dossier des adaptations. Cela montre à quel point nous ne sommes nulle part dans cette réflexion. Cela reste vraiment un parent pauvre de la réflexion climatique.

Au sujet des finances, je trouve aussi qu'il est important de le montrer. Vous avez parlé de plusieurs milliers de milliards, alors que l'objectif des 100 milliards n'est évidemment toujours pas atteint. Nous avons du mal à trouver le vocabulaire en français pour parler de tels montants. N'oublions pas, là non plus, que la Belgique a à peine dépassé les 100 millions d'argent public de soutien au Fonds climat international.

L'essentiel de ces montants est dépendant de ce que l'on appelle l'aide publique au développement, alors que dans l'esprit des Accords de Paris, cela devait être de l'argent additionnel. Nous devons donc évidemment continuer à être des champions dans les négociations internationales, mais nous devons aussi continuer à regarder dans notre propre assiette.

Je trouve que ceci est vraiment important. Cela fera l'objet de ma première question. Vous avez parlé, monsieur Wittoeck, de l'importance du secteur privé pour endosser une partie significative de ces montants. Comment cela s'organise-t-il au niveau des négociations internationales? Les États peuvent s'engager pour eux-mêmes, mais dans ce genre de COP, comment les États peuvent-ils engager les secteurs privés présents sur leur territoire et ailleurs, pour qu'ils se montrent à la hauteur des investissements?

La question de ? a été le seul point très positif de cette COP. Nous avons vu que, finalement, le G77 avec probablement une forme d'instrumentalisation de la Chine, a réussi à mettre à l'agenda cette question éminemment importante si on veut être à la hauteur de nos objectifs. Il faut pouvoir dire aux pays du Sud que l'on peut se montrer à la hauteur de nos responsabilités historiques par rapport aux pertes et dommages qu'ils endurent. Mais effectivement, vous l'avez bien dit, nous sommes à l'étape 1 d'une réflexion sur les mécanismes de financement qui s'ajoutent à la question du financement international.

Il sera peut-être intéressant aussi, et ce sera ma deuxième question, de voir ce qui suit. La COP a eu lieu il y a déjà presque trois mois. Où en est-on dans les négociations pour concrétiser cela?

J'ai encore quelques questions tout à fait spécifiques et j'aurai terminé. Quand on parle de sortie des énergies fossiles, nous l'avons déjà entendu dans les interventions de certains collègues, la question de la transition se pose évidemment. Que met-on derrière? Vous avez montré l'importance énorme d'investir massivement dans les énergies renouvelables. Ceci s'adresse peut-être plus à M. van Ypersele. Le GIEC montre que les technologies ne suffiront pas. C'est clairement identifié, sauf erreur de ma part, dans les derniers rapports du GIEC. Le GIEC met aussi en avant des mesures comportementales. Je me demande dans quelle mesure ces questions-là sont vivantes lors des COP. La question de la sobriété énergétique, notamment, se pose. En effet, nous ne sommes pas juste en train de courir vers de nouvelles technologies. Politiquement, au niveau international, comment parle-t-on de sobriété et comment arrive-t-on à parler collectivement des enjeux autres que technologiques pour pouvoir sortir des énergies fossiles?

Il y a encore une question qui n'a pas du tout été abordée aujourd'hui, c'est celle du genre. C'est un des grands questionnements au niveau international. Il s'agit de l'aspect différencié des impacts du changement climatique sur les femmes et les hommes. Comment cela peut-il structurellement rentrer dans les négociations internationales?

Je pense qu'il n'y a pas eu de grands succès.

En ce qui concerne le lien avec la COP15 biodiversité, fait-on mieux le lien dans les négociations entre ces deux grands moments qui sont intimement liés?

Enfin, ma dernière question porte sur les droits humains. Cette COP s'est tenue en Égypte et c'est la première fois qu'une grande manifestation n'a pas pu avoir lieu lors d'une COP. La question des droits humains était omniprésente pendant cette COP-ci. Elle le sera à la COP28. Cet aspect est-il anticipé dans l'organisation des travaux de la COP28? Je vous remercie.

01.09 Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, à mon tour, je remercie MM. Wittoeck et van Ypersele pour leur présence et leur présentation dont le caractère éclairant ne manquera pas de stimuler les travaux de notre assemblée, j'en suis persuadé.

J'aurais souhaité obtenir votre retour sur le respect de la déclaration de la COP précédente qui s'est tenue à Glasgow, il y a un peu plus d'un an. Lors de cette déclaration, nous retrouvons notamment la demande "d'accélérer les efforts visant à la réduction progressive de l'électricité au charbon" ainsi que celle de "stopper progressivement les subventions aux énergies fossiles jugées inefficaces". Ma collègue en a parlé. Un état des lieux des mesures prises afin de respecter ces engagements a-t-il été réalisé? Dans le cadre des discussions sur la note de politique générale Climat, la ministre fédérale compétente avait indiqué que des engagements qui avaient été pris par la communauté internationale n'avaient pas été respectés. Pourriez-vous nous fournir de plus amples informations à ce propos?

En outre, nous savons que l'Europe est arrivée en Égypte sans avoir mis à jour son plan pour atteindre ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre en tenant compte des décisions prises à Glasgow. Qu'en est-il aujourd'hui? Des avancées ont-elles été réalisées?

Par ailleurs, la guerre en Ukraine a un impact conséquent sur les marchés de l'énergie et sur les politiques énergétiques à l'échelle internationale. On est dans une situation compliquée avec des questions de sécurité d'approvisionnement et d'accessibilité à l'énergie pour notre population qui sont apparues particulièrement complexes et qui ont nécessité, d'une part, de favoriser l'importation de sources d'énergie émettrices de gaz à effet de serre comme par exemple le gaz naturel liquéfié et, d'autre part, de soutenir la consommation d'énergies polluantes, chose plus que nécessaire vu l'impact de l'augmentation du prix du gaz et de l'électricité sur nos concitoyens.

Dans le même temps, notre dépendance au gaz russe, ou plutôt la dépendance européenne au gaz russe, a révélé une fragilité de l'Union européenne. En cause, la guerre en Ukraine, mais rappelons-nous que parmi les facteurs de l'augmentation des prix du gaz à partir de fin août 2021, il y avait déjà les agissements de la Russie, laquelle limitait ses exportations. Face à cette vulnérabilité, l'Union européenne a réagi en rehaussant ses ambitions en matière d'énergie renouvelable afin de soutenir une plus grande indépendance énergétique.

Considérant cette situation duale, nous ne pouvons manquer de penser que la réalisation des engagements pris l'année passée à la COP26 aient été impactés par la guerre en Ukraine, dans le chef de l'Union européenne d'une part, mais également dans celui d'autres pays. Comment les réactions de certains pays européens à la crise énergétique – par exemple la réouverture de centrales au charbon – ont-elles été reçues par les autres pays dans le cadre des négociations? Ceci a-t-il eu une influence sur le fait qu'aucune nouvelle mesure d'ampleur n'ait été prise quant à l'abandon des énergies fossiles? De manière générale, quelle influence a eu la crise énergétique sur les discussions à Charm El-Cheikh? Des initiatives ont-elles été reportées voire adaptées? Dès à présent, savons-nous si certains sujets particuliers ont été reportés à la conférence de l'année prochaine?

Enfin, je voudrais évoquer la prochaine COP à Abu-Dhabi, capitale des Émirats arabes unis, l'un des cinq plus gros émetteurs de CO₂ par habitant de la planète. De plus, elle sera présidée par le sultan Ahmed Al-Jaber, ministre émirati de l'Industrie et chef du géant pétrolier ADNOC. Ces éléments ont déjà créé la

polémique. Le manque de décisions majeures lors des COP est de plus en plus mis en avant chaque année et ces éléments ne risquent pas de redorer l'image de cet événement pour le grand public.

J'ajouterai que les manquements criants en termes de respect des droits de l'homme en Égypte ont légitimement posé question quant à la tenue de l'événement à Charm El-Cheikh. L'utilité de cette conférence n'est pas à remettre en question. Si ses avancées sont lentes, les discussions qu'elle permet la rendent indispensable. Mais des questions se posent cependant.

Pouvons-nous obtenir votre réaction sur les points que je viens d'évoquer? Quelle règle détermine la désignation d'un pays hôte et l'organisation des COP?

Vous savez que l'organisation du Parlement est complexe. Je dois être en quorum dans une autre commission. Je ne pourrai rester pour les réponses mais notre collaborateur est là pour les enregistrer. Je vous remercie.

01.10 Aurélie Czekalski (MR): Monsieur le président, permettez-moi de vous féliciter pour votre présidence!

Nous avons entendu ici un bilan et des constats, mais *quid* des recommandations? Au sein de ce Dialogue interparlementaire Climat, quasiment tous les niveaux de pouvoir sont représentés. Le climat et la lutte contre le réchauffement climatique doivent être des objectifs qui dépassent les limites d'une législature, car il faut prendre des mesures structurelles et ambitieuses.

Il a été dit sous forme de boutade que cela fait presque dix ans que vous répétez la même chose. Dès lors, pour quelle raison ne parvient-on pas à atteindre les objectifs? Quelles mesures prendre pour y arriver? Quelles sont vos recommandations spécifiques, et pour quels secteurs? Vous avez parlé de choix à faire entre des scénarios peu ambitieux et d'autres qui le seraient plus. Nous sommes tous convaincus qu'il faut avancer. La question est de savoir de quelle manière et selon quel curseur. Il s'agit de voir comment associer toutes les forces politiques en présence dans un processus décisionnel qui serait novateur, si j'ose dire. Ces questions climatiques nous engagent toutes et tous pour plusieurs législatures, quelles que soient les sensibilités politiques.

Je vous remercie de votre attention aux quelques suggestions que je vous ai soumises.

Le président: Merci, madame Czekalski.

Le cd&v n'a pas pu rester. Comme le PTB est déjà intervenu, je ne pense pas qu'il y ait lieu de compléter le propos. M. Leysen est intervenu pour l'Open Vld.

01.11 Kris Verduyckt (Vooruit): Mijnheer de voorzitter, de COP27 in Sharm-el-Sheikh, een bijzondere locatie, is niet onopgemerkt voorbijgegaan. In het begin vond ik het heel jammer dat de discussies in onze nationale media vooral gingen over het feit dat wij met 125 delegatieleden naar ginder gingen. Men ging voorbij aan het feit dat op de luchthaven van Sharm-el-Sheikh elk jaar 6,5 miljoen mensen landen. Op de website van de COP waren zelfs daguitstappen met het vliegtuig naar Caïro te boeken. Dat was heel bijzonder.

Achteraf hebben onze nationale media, onder andere de VRT, zeer goed duiding gegeven over het thema van *loss and damage*. Het is toch niet zo eenvoudig om dat allemaal te vatten. Dat was de discussie die het meest op de voorgrond kwam. Zo'n discussie bepaalt voor een stuk ook het succes van zo'n COP. Na mijn tweede deelname aan een COP heb ik wel geleerd dat er ook andere dingen spelen. Er worden daar heel wat nevenakkoorden gesloten. Waterstof was dit jaar een *hot topic*. Hebt u de indruk dan ons land op dat vlak goed werk verricht heeft, misschien door goede akkoorden te maken tussen landen onderling?

Zo'n internationale samenkomst zorgt natuurlijk steeds voor een extra momentum. Ik ben ervan overtuigd dat een resultaat zoals in Parijs of Glasgow niet mogelijk is als men niet zorgt voor een organisatie als de COP, waar iedereen samenkomt. Het voorzitterschap zorgt er ook voor dat een momentum wordt gecreëerd om belangrijke beslissingen te nemen. Mijnheer Wittoeck, ik hoorde tussen de regels door wel wat frustratie terugkomen over het voorzitterschap in Egypte, u hebt het ook op tv gezegd. Er werden hier vandaag ook reeds vragen gesteld over het toekomstige voorzitterschap. Is dat niet problematisch, want het voorzitterschap is en blijft een sleutelrol om mee het momentum te creëren teneinde beslissingen te kunnen

maken?

Daar net viel hier het woord mediacircus. De Vlaamse minister van Klimaat sprak over een grote show. Zij moet echt eens deelnemen aan zo'n COP om te beseffen dat dit ervoor zorgt dat landen een tikkeltje ambitieuzer worden dan aanvankelijk gepland. Uiteindelijk is het resultaat het allerbelangrijkste. Hoe kijkt u in dit opzicht naar Dubai? De aangeduide voorzitter zit daar inderdaad met twee petjes. Is het in die omstandigheden moeilijk om een aantal openstaande discussies te beslechten?

Er werd reeds verwezen naar de opening van China en India met betrekking tot fossiele brandstoffen. Hoe verwacht u dat die discussie verdergaat? Die is immers niet beslecht en is zeer belangrijk. In Glasgow gaven ze niet thuis. In Sharm-el-Sheikh hebben ze nu dan toch een opening gemaakt. Hoe gaat dit volgens u verder lopen?

In de discussie over *loss and damage* werd een beslissing genomen, maar ook daar is er een open einde. Mag ik uit de zeer korte voorbeschouwing van de volgende COP toch concluderen dat die discussie daar opnieuw meer op de achtergrond zal staan? Zal het vooral over de beperking van onze uitstoot gaan? Ik vind voorkomen nog altijd belangrijker dan genezen, al ben ik het ermee eens dat de discussie over *loss and damage* een belangrijke discussie is.

In dit Parlement proberen wij ook een klimaatbeleid te voeren. Vanmorgen vond er nog een discussie over waterstof in de commissie plaats. We hadden het daar ook over de bevoorradingszekerheid. De discussie gaat de helft van de tijd over onze staatsstructuur en niet over de inhoud. Dat is heel jammer.

We lopen ook vaak tegen grote internationale verdragen aan die mijn inziens ook een belemmering voor het klimaatbeleid vormen. Ik denk dan aan de Energy Charter Treaty en het Verdrag van Chicago over de luchtvaart. Ik vraag mij dan altijd af of COP's een hefboom kunnen vormen om in dergelijke verdragen toch enige beweging te brengen? Of zie ik dat verkeerd? Kunt u tips geven om op dat vlak toch vooruitgang te boeken?

Tot slot heb ik nog een bedenking. Ik hoor net de collega van de MR zich afvragen hoe het toch mogelijk is dat het niet lukt, terwijl de Vlaamse liberale collega de vraag stelde of we niet te ambitieus zijn als het over het klimaatbeleid gaat. Ik denk dat dit de grootste uitdaging voor de mensheid is. We zien de gevolgen in ons land al. Ik heb het dan niet over te veel of te weinig water. Gisteren zagen we een Nederlands rapport over het sterk aantal toenemende bosbranden in onze gebieden, waarin stond dat onze brandweer daar niet klaar voor is. Ik denk dat we vandaag allemaal wakker moeten zijn en dat we niet ambitieus genoeg kunnen zijn.

01.12 Marie Nagy (DéFI): Monsieur le président, je souhaiterais tout d'abord remercier MM. Wittoeck et van Ypersele, car ils sont toujours remarquables. Je pense que peu de personnes, en tout cas en Belgique, connaissent aussi bien les déroulements des COP et les enjeux. Je vous remercie pour vos présentations et pour votre manière de rendre les enjeux plus accessibles à ceux qui ne font pas l'université du climat, même s'ils aimeraient beaucoup.

En tant qu'observatrice depuis très longtemps de l'évolution de cet enjeu du climat, je suis frappée par le fait qu'il y a de plus en plus de conscience des enjeux du climat. Il y a des ressentis car il y a des difficultés climatiques un peu partout sur la planète. Mais, malgré cela, les actions réelles des gouvernements, les choix financiers, les choix des politiques budgétaires, les choix de la fiscalité ne sont pas vraiment orientés vers les objectifs du climat. Il y a donc une espèce de déconnexion plus ou moins grande et je me pose la question de savoir si la méthode que l'on suit est toujours la bonne.

L'évaluation que vous faites du bilan de la COP27 est plus positive que celle des médias et même que celle que la ministre du Climat a donnée ici au Parlement. Je me pose dès lors la question de savoir quelle est la crédibilité des négociateurs européens, alors qu'on connaît la situation de recours aux énergies fossiles de pays comme l'Allemagne, où l'on se bat encore aujourd'hui pour ne pas agrandir l'exploitation de mines de charbon, et qu'on demande à d'autres pays de ne plus le faire. Même en Belgique, on décide d'investir dans deux nouvelles centrales au gaz, alors que j'entends tous les experts du climat dire que la première chose à faire est d'arrêter les investissements dans les énergies fossiles.

Pour ce qui concerne la méthode, ces grandes réunions auxquelles certains sont très favorables parce qu'elles réunissent beaucoup de monde et qu'elles génèrent une grande dynamique ne deviennent-elles pas

des "place to be", avec une délégation belge assez importante pour laquelle c'est le "happening" de l'année? Cela ne devient-il pas vis-à-vis du reste du monde quelque chose d'assez incompréhensible et, finalement, quelque chose qui est coupé de la réalité des populations et des gouvernements?

La ministre du Climat a déclaré, en commission, qu'au départ, l'Europe n'était pas favorable au Fonds pertes et préjudices, mais qu'elle a, finalement, assoupli sa position sous certaines conditions. Comment expliquez-vous ce changement de position? Ce Fonds sera-t-il opérationnel? Vous avez répondu partiellement à cette question. Il semble que cela ne sera pas le cas pour la COP 28? Mais quand pourra-t-il vraiment être opérationnel? Quand les conditions émises par l'Europe seront-elles mises en œuvre dans le cadre de ce processus de création du Fonds pertes et préjudices? Comment fonctionnera-t-il? Avons-nous la garantie qu'il sera financé par les pays et les entreprises les plus responsables du dérèglement climatique et qu'il ne sera pas transformé, à terme, en une sorte de permis de polluer ou en *greenwashing*? Qu'en est-il de l'état d'avancement des engagements pris par la Belgique, en ce compris sa contribution au financement de l'action climatique des pays en voie de développement? Avez-vous ressenti, en tant que membres de la délégation belge, la pression du lobby des énergies fossiles. Était-ce quelque chose qui était, simplement, dans l'air, avec la présidence, etc. ou avez-vous ressenti une action très forte de leur part?

Le président: Messieurs, de nombreuses questions vous ont été posées. Je ne sais pas qui souhaite commencer.

01.13 Peter Wittoeck: Je vais prendre les questions dans l'ordre, en essayant de répondre à plusieurs questions à la fois, car bon nombre de ces questions se recoupaient. Monsieur Lambert a fait référence à des éléments clés qui rejoignent une des questions de monsieur Leysen, qui faisait référence à un groupe pop suédois. Il s'agit là d'un sujet très actuel, puisque la Suède assure actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Il s'agit effectivement de mobiliser les investissements. Pour citer une autre chanson, "Money makes the world go round". J'y ai fait référence dans mes présentations: l'économie mondialisée est organisée de la même façon que le secteur privé, qui joue un rôle prédominant. Vous me demandez quels sont les principaux obstacles qui empêchent les principaux acteurs – privés et publics – de réaliser les bons investissements, y compris dans l'innovation. En fait, notre système économique et les méthodes utilisées par les décideurs dans le secteur privé ne sont pas "encore" complètement orientés pour être cohérents avec les mots que tout le monde utilise. Comme le disait Jean-Pascal, il ne suffit pas de le dire pour l'être, et nous ne le sommes pas encore.

Il convient d'intégrer les grandes priorités sociétales telles que le changement climatique dans toute décision prise par tous les responsables, y compris dans le secteur privé. Un élément important à cet égard est le cadre politique ("*the policy framework*"), et nous avançons dans cette direction. Prenons par exemple les mesures spécifiques prises au niveau européen pour stimuler les investissements durables.

La taxonomie européenne, par exemple, commence déjà à avoir son impact. J'entends des échos de producteurs automobiles qui, lors du Salon de l'auto et dans des conversations privées, se disent que c'est malheureux que leur secteur soit exclu de la taxonomie car ils vont rater des investissements. Donc cela commence déjà à marcher. Le risque de rater des investissements, n'est-ce pas un encouragement majeur pour les décideurs dans le secteur privé?

Il y a d'autres éléments qui jouent et qui sont aussi déjà dans les cartes ou sont déjà d'application dans l'Union européenne, comme la tarification carbone. Le système d'échange de quotas existe depuis de nombreuses années, avec un prix qui monte, qui a certainement un impact sur les processus de décisions des comités de direction des grands acteurs de l'économie. Il sera prochainement élargi aux deux autres grands secteurs émetteurs de gaz à effet de serre dans notre pays, dans l'Union européenne et plus largement à l'échelle globale: le transport routier et le secteur des bâtiments.

Donc, au niveau européen, il y a pas mal de choses qui se font. On ne peut donc vraiment pas dire qu'en termes de stimulation directe des investissements, en agissant sur les marchés financiers, en influençant les décisions prises par les petites et grandes entreprises et par les ménages, on ne fait pas le nécessaire. Ce n'est pas encore suivi au niveau international, mais c'est plus difficile d'agir à ce niveau là. Il n'y a pas une Commission européenne ou un gouvernement mondial qui peut proposer une législation applicable à tous les pays. À ce niveau, nous sommes beaucoup plus dans le *soft law*. Les institutions comme Bretton Woods, la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) et les banques de développement sont mises

sous pression politiquement pour aligner leurs investissements dans l'économie avec les accords de Paris, à l'exemple de ce que les banques européennes comme la Banque européenne d'investissement font déjà.

On est encore loin d'être sûrs que les investissements vont "*shifting the trillions*", comme on dit en anglais, mais il y a quand même de grands efforts qui sont déjà faits.

D'autre part, on voit aussi qu'il reste toujours une résistance à certains de ces instruments qui, pourtant, depuis des décennies, recueillent un consensus dans le contexte des sciences humaines ou de la recherche économique. Mais cela ne percole pas encore tout à fait dans la prise de décisions ou même la prise de conscience au niveau de certains acteurs de la société et de certains acteurs politiques.

01.14 Jean-Pascal van Ypersele: Si nous travaillons thème par thème, je propose de compléter le propos fort éloquent de M. Wittoeck. J'y apporterai simplement quelques petites touches complémentaires.

Je dis souvent qu'un des messages qui passe le mieux est le prix des choses. Nous le voyons aujourd'hui. Quand parle-t-on vraiment de la nécessité de rénover beaucoup plus les bâtiments que par le passé, de baisser les thermostats ou de faire des économies d'énergie et de travailler sur la demande? Quand? Eh bien, lorsque le prix de l'énergie est élevé. Cela signifie que tout ce qui concerne l'intégration des externalités – pour parler comme les économistes –, du coût et des dommages que l'on inflige à l'environnement, dans le prix des sources d'énergie dont on se sert, est essentiel. Et on est aussi dans le domaine de la taxonomie. Quand on voit dans le secteur du bâtiment l'importance que prennent les labels énergétiques tels que la PEB (performance énergétique des bâtiments) dans le prix des bâtiments eux-mêmes, car les acheteurs accordent une attention de plus en plus grande aux labels, des perspectives sérieuses s'ouvrent à ceux qui définissent le cadre politique des choses. En effet, ces labels, qu'ils portent sur la durabilité effective, sans *greenwashing*, dans le domaine des investissements – et c'est pourquoi j'ai mentionné ce rapport "Integrity Matters", car il va contribuer à orienter les choses dans les années à venir – ou qu'ils concernent la PEB, sont essentiels.

Enfin, pour revenir au propos de M. Wittoeck, les acteurs économiques qui ont des perspectives de long terme ont un rôle primordial à jouer. Quels sont ces acteurs qui, presque par définition, s'inscrivent dans une perspective de long terme? Ce sont les fonds privés qui gèrent les pensions dans certains pays. Ceux-là ont le nez, non sur le prochain rapport destiné aux actionnaires, mais sur le résultat de leurs investissements dans vingt ou trente ans. Je pense aussi au secteur des assurances. En effet, les assureurs et les réassureurs ont également, par définition, des perspectives à long terme et contribuent à orienter les choses dans la bonne direction.

Je m'arrête là sur ce point. Je souhaitais simplement compléter ce que M. Wittoeck a dit.

01.15 Peter Wittoeck: Ce sont, en effet, des compléments. Je dois aussi encore me compléter car j'ai surtout fait référence au niveau européen.

Ik heb vooral verwezen naar het Europees niveau, waar bekeken wordt welk beleid er nodig is om investeringen in de goede richting te leiden. Ook op het Belgische niveau zijn er zaken in ontwikkeling. U weet ongetwijfeld dat er een samenwerking bestaat met de collega's van de FOD Financiën rond een nationale strategie voor duurzame financiering, waarbij we zowel kijken naar de overheid als investeerder – een belangrijke rol voor de overheid rechtstreeks – als naar een beleid om privé-investeringen in de juiste richting te leiden. Een ander voorbeeld wanneer het gaat om divestment – het desinvesteren in fossiele brandstoffen – is Credendo. Die exportkredietverzekeraar heeft begin vorig jaar zijn beleid in grote lijnen herzien en zal vanaf januari dit jaar niet langer investeren in fossiele brandstoffen. Dat is een rechtstreeks gevolg van de ondertekening, onder andere door België, van een verklaring tijdens de COP26 die in die richting ging.

Ik hoop dat ik zo de vraagtekens kan relativiseren die door verschillende onder u worden geplaatst rond de stelling dat het allemaal doelstellingen zijn die niet *actioneerbaar* zijn en dat de COP enkel een place to be zou zijn. Laat mij het sterk stellen: dat is niet het debat dat door u moet worden gevoerd. Het debat dat u moet voeren, is hoe we er gaan geraken. Het spijt me dat ik het zo stellig verwoord, maar het ongeduld van sommigen, en ik verwijs naar wat Jean-Pascal van Ypersele zei "il ne suffit pas de lire pour l'être", weegt wel na enkele decennia.

Ik zal mij niet uitlaten over de politieke debatten rond kernenergie. Ik heb daar in elk geval niks van gemerkt

tijdens de COP, om toch enigszins op die vraag te antwoorden.

Ik heb ook de fossielebrandstoflobby niet over de vloer gehad. Ze hadden een rechtstreekse lijn met een aantal andere partijen daar aanwezig rond de tafel. U weet wie dat zijn. U weet ook hoeveel invloed zij in geopolitieke termen hebben op het voorzitterschap van de COP in Sharm-el-Sheikh.

Verschillenden onder u vroegen hoe dat soort gevoeligheid van een voorzitterschap ook in de Verenigde Arabische Emiraten zal spelen. Verschillenden onder u verwezen naar de twee petjes. Dat is inderdaad een vraagteken. In de regio van de olieproducenten – de Golfstaten – zijn de Verenigde Arabische Emiraten net het meest vooruitstrevend en eerlijkst in wat zij vertellen over de transitie naar hernieuwbare energie. Ze zitten natuurlijk wel nog voor een heel groot stuk vast aan hun belangrijkste economische activiteit. Collega's in andere Europese lidstaten onderhouden goede rechtstreekse contacten met de delegatie van de Verenigde Arabische Emiraten. Van alle landen die achtereenvolgens de COP voorzaten, waren er inderdaad een aantal die mogelijk een belangenconflict hadden, zoals Egypte of Polen, dat voor een heel groot stuk nog afhankelijk is van steenkool. Voor de Verenigde Arabische Emiraten valt dat nog af te wachten. Er is wel hoop dat zij minder dan andere landen geïnstrumentaliseerd zullen worden door de lobby van de fossielebrandstofproducenten.

Moeten we dan niet de manier veranderen waarop beslist wordt wie een COP voorzigt? Daar zitten we helaas vast aan een beurtrol tussen de grote regio's wereldwijd. Vorige keer was het de beurt aan Afrika. Het Afrikaanse continent heeft beslist om de kandidatuur van Egypte te aanvaarden. Dit jaar zal het Azië zijn. De Verenigde Arabische Emiraten liggen in Azië, en er waren geen tegenkandidaten, dus men heeft aanvaard dat de Aziatische COP in de Verenigde Arabische Emiraten zal plaatsvinden. Zoiets wordt door de COP beslist op voorstel van de groep. In theorie zou een andere groep zich daartegen kunnen verzetten, maar dan blokkeert men eigenlijk de machine. Dat is niet echt een optie, vrees ik.

Ik ga even verder door op de beschuldigingen die ik van sommigen onder u heb gehoord aan het adres van de Europese Unie dat een aantal landen de energietransitie naar klimaatneutraliteit vertraagt, bijvoorbeeld door in te zetten op LNG, steenkool en dergelijke meer. Nu, specifiek wat de Europese Unie betreft, moeten wij opletten dat wij dit in zijn context plaatsen. Ik meen dat dit inderdaad een aandachtspunt moet zijn, maar men moet ook noteren dat dit niets heeft veranderd aan de uitrol van het Fit for 55-pakket. Aan de wettelijke doelstelling om tegen 2050 klimaatneutraal te zijn, is niets veranderd.

Over Duitsland had ik toevallig vorige week een gesprek met één van de Duitse collega's. Er is nu veel media-aandacht voor de bruinkoolmijn in Lützerath. Mijn Duitse klimaatcollega's zijn daar niet blij mee, maar wijzen naar de context. De beslissing in verband met Lützerath werd genomen in de context van het akkoord van de hele Duitse regering dat Duitsland niet tegen 2038, zoals de vorige regering had beslist, maar al tegen 2030 volledig zal uitstappen uit steenkool en bruinkool. Die beslissing is niet veranderd, en wordt nu ook niet in twijfel getrokken. Dat moet men er meteen bijzeggen, vind ik.

Er is absoluut geen enkele tegenspraak van mijn kant dat wij heel sterk moeten opletten dat wij dergelijke beslissingen als tijdelijk moeten blijven zien, als transities, om de huidige crisis te kunnen overbruggen. Wij moeten erop letten dat er geen investeringen worden gedaan die *stranded assets* zouden worden. We mogen nu dus geen investeringen doen die ons op lange termijn vastzetten, zoals in infrastructuur voor fossiele brandstoffen.

Een aantal leden hebben de link gelegd met andere verdragen. Het universiteitsverdrag werd genoemd, maar ook het energiehandvestverdrag en het Verdrag van Chicago rond luchtvaart. Mijn excuses dat ik geen specifieke aandacht heb besteed aan de link met het universiteitsverdrag in mijn presentatie. Ze zou anders nog langer hebben geduurd. De link zit echter al jaren in de beslissing rond de COP, waar de focus ook sterk is komen te liggen op bijvoorbeeld oceanen, maar ook op landgebruik. Veranderend landgebruik is immers nog steeds de belangrijkste driver voor het verlies aan biodiversiteit. Dat zit daar dus wel in. Vroeger was dat wel anders. Vroeger waren er pogingen – ik spreek nu uit een decennialange ervaring – om een structuur en synergieën te vinden tussen het klimaatverdrag en de andere Rio-verdragen bijvoorbeeld. Dat heeft echter nooit tot veel resultaten geleid. Ook de druk die destijds vanuit het klimaatverdrag gezet werd op de International Civil Aviation Organization, de organisatie die gecreëerd werd door de Conventie van Chicago, heeft niet veel opgeleverd. Als men spreekt over het energiehandvestverdrag, zit dat natuurlijk op een andere geopolitieke schaal dan de VN. Een klimaatverdrag kan daar dus niet zoveel mee doen.

De andere zaken die wel beslist worden, zoals de politieke boodschappen – zelfs in algemene termen – rond

fossiele brandstoffen en de doelstellingen kunnen een belangrijke impact hebben op wat er op regionaal en nationaal niveau wordt beslist en daar dan *actionnable* kan worden. Ik zie dus absoluut geen tegenstelling tussen te veel ambitie en te weinig *actioneerbaarheid*, integendeel.

Ik wil ook nog iets zeggen over klimaatfinanciering.

Die vergelijking tussen de biljoenen en het bedrag van 100 miljoen aan Belgisch klimaatgeld dat hier werd genoemd – hoewel het meer is – mag u net niet maken. De biljoenen waarover we spreken, betreffen niet het publieke geld dat rechtstreeks wordt geïnvesteerd in ontwikkelingslanden die niet de toegang hebben tot alle andere bestaande financiële stromen. U mag die twee niet met elkaar vermengen. Daarmee doe ik echter niets af aan de noodzaak om dat ook te doen en dat op schaal te doen en de noodzaak om te bekijken of alle donorlanden een evenwichtig, evenwaardig en rechtvaardig deel daarin doen. Dat is zeker een aandachtspunt.

U stelde ook vragen over de rol van de klimaatonderhandelingen met betrekking tot gender, mensenrechten enzovoort. Een andere spreker vroeg of we er niet te veel bij halen. Helaas moeten we er alles bij halen. Het woord systeemtransitie is nog niet gevallen. De notie van systeemtransitie geldt ook op het niveau van de Verenigde Naties. We kunnen niet blind zijn voor de economische impact van de beslissingen die we nemen om onze broeikasgasemissies te reduceren of om adaptatie te financieren. We moeten eveneens bekijken welke impact dat heeft op de mensen in onze economie en dan kan men niet anders dan ook naar die dimensies te kijken.

Ik begrijp niet waarom men een debat wil voeren over de grootte van de Belgische delegatie. De systeemtransitie is zo breed en moet zo diep gaan dat ik echt niet begrijp hoe actoren die dat beseffen de discussie willen afleiden naar dat soort debatten. Hetzelfde geldt voor de notie dat COP's een place to be zijn. Natuurlijk zijn ze een place to be. Dat is goed. Dat betekent dat dat de plaatsen zijn waar beslissingen worden genomen. Er worden economische afspraken gemaakt en contracten gesloten die nodig zijn om de investeringen te krijgen enzovoort. Daar werd ook een vraag over gesteld. Daar zit natuurlijk ook een stuk misbruik in.

We weten ook hoe de media stelden dat Egypte dat zag als een platform om gasdeals te sluiten, maar dat doet niets af van het feit dat daar ook deals worden gesloten die integraal ten voordele van de energietransitie zijn. Waterstof werd hier vernoemd en dat is één voorbeeld, maar dat is niet het enige. Ik zal geen waardeoordeel vellen of de leden van Belgische delegatie daar al dan niet op een goede manier mee omgesprongen zijn, maar het concept is iets goeds. Men mag dat niet reduceren tot place to be. Ik heb niet *place m'as-tu vu* gehoord, maar dat kan men wel tussen de lijnen lezen.

Er was ook nog een vraag over de bottlenecks in de energietransitie. Men verwees naar de beschikbaarheid van zeldzame elementen. Dat is niet mijn expertise. Iedereen is zich daarvan natuurlijk bewust. Men sprak erover dat men op het vlak van innovatie wat technologieoptimisme aan de dag zou kunnen leggen, zoals men dat pleegt te doen op vlak van andere technologieën in het politieke debat over hernieuwbare energie. Tijdens de COP's wordt daar op zich niet over gesproken. De focus van zo'n COP op specifieke sectoren – het ging dan voornamelijk over fossiele-energieproducenten – om dat op een succesvolle manier te doen is vrij nieuw.

Bovendien is er ook een heel ander beleidsveld dat cruciaal is voor de klimaattransitie en dat heel erg raakt aan die mogelijke bottleneck van de beschikbaarheid van grondstoffen, met name voor hernieuwbare energietechnologieën, en dat is het debat over de circulaire economie. Onze eigen analyses van een aantal jaar geleden tonen aan, zoals Jean-Pascal over het IPCC zei, dat we alle technologische mogelijkheden hebben om ook in ons land de klimaattransitie, de transitie naar klimaatneutraliteit, met het gebruik van hernieuwbare energie kunnen realiseren. Dat kan echter alleen als we ook een beleid voeren om van de transitie naar de circulaire economie een succes te maken, onder andere om die redenen, maar om ook nog veel andere redenen. Die bottlenecks kunnen dus alleen weggewerkt worden door een nog bredere systeembenadering dan de systeemtransitie die nodig is als alleen op de emissies van broeikasgassen wordt gefocust.

Concernant les processus démocratiques novateurs, je ne sais pas si la question s'appliquait au niveau international. J'ai déjà fait un commentaire sur la taille des COP, le nombre de participants, le fait qu'on dit parfois que cela devient une foire... Je crois vraiment que cela fait partie de cette notion-là, d'avoir un processus qui soit démocratique et participatif.

Dat is met inbegrip van de Belgische delegatie die meer dan 100 mensen telde en met inbegrip van wat de administratie, samen met de minister, probeert te doen om het federaal klimaatbeleid in de goede richting te krijgen, zoals de federale klimaattafels die wij eind vorig jaar hebben georganiseerd.

Ik zal hier stoppen, mijnheer de voorzitter. Signaleer het mij gerust, dames en heren, als ik een van uw vragen onvoldoende heb belicht of er geen aandacht aan heb besteed. Ik denk dat ik lang genoeg aan het woord ben geweest.

Le **président**: Monsieur van Ypersele, voulez-vous rajouter un mot?

01.16 Jean-Pascal van Ypersele: Je vais compléter, si vous me le permettez, sur quelques points, car la réponse de M. Wittoeck est déjà très complète.

Je vais d'abord revenir sur la question de M. Leysen à propos du nucléaire en attirant de nouveau l'attention sur ce tableau du GIEC sur l'approvisionnement en électricité que j'ai montré tout à l'heure. Effectivement, du côté de l'approvisionnement en électricité, le nucléaire peut apporter une contribution à la réduction des émissions mais il faut également admettre que cette réduction est beaucoup moins importante que la contribution potentielle de l'énergie éolienne et du solaire au niveau mondial.

Oui, il y a une contribution possible, mais elle est *grosso modo* cinq fois moins importante – elle est même entre cinq et dix fois moins importante au total à l'horizon 2030 au niveau mondial – que la contribution de la seule somme énergie éolienne + énergie solaire.

Si en plus on regarde ce qui, dans chacune de ces énergies, est lié à des coûts moindres que la référence, le ratio est encore plus important. Donc, oui, il faut probablement avoir une petite part de nucléaire dans le mix énergétique au niveau mondial, mais il ne faut pas croire – je crois que ce serait là une erreur grave – que c'est le nucléaire qui va résoudre le problème.

De même que – c'est quelque chose qui a été dit lors d'une des interventions – l'ensemble des technologies vont jouer un rôle, mais s'il n'y a pas en parallèle des efforts pour réduire la demande et être beaucoup plus efficace – dans les pays où en tout cas on consomme beaucoup d'énergie – on n'y arrivera pas.

Le GIEC a attiré l'attention sur le fait que la gestion de la demande à elle seule, dans toute une série de secteurs – notamment mais pas seulement – l'alimentation et le bâtiment offrait des potentialités très importantes en termes de réduction d'émissions puisqu'on sait que l'énergie la plus propre est celle qu'on n'utilise pas.

Une remarque sur l'adaptation: une des interventions relevait que M. Wittoeck avait très peu parlé des progrès en matière d'adaptation au niveau international.

Je voudrais simplement ajouter un petit grain de sel. Oui, peut-être n'y a-t-il pas suffisamment de progrès au plan international, mais est-ce beaucoup mieux quand on regarde à l'échelle de notre pays ou de nos régions, je n'en suis pas tout à fait sûr.

Je vais prendre un exemple, sur lequel je voudrais attirer votre attention, tiré des chiffres qui se trouvaient sur une de mes diapositives – peut-être est-elle passée trop vite – je vais prendre les effets des canicules sur la santé.

On sait que la canicule de l'été 2003 a tué en Europe 70 000 personnes. Les études de Sciensano, publiées dans des rapports tout à fait officiels et des articles à comité de lecture, ont montré qu'en Belgique, cette canicule a provoqué 1 200 décès supplémentaires pendant l'été 2003.

Suite à cela, des mesures d'adaptation ont été prises. Personnellement, je dois vous dire mon étonnement qu'en 2020, 17 ans après la première canicule importante, il y ait eu 1 400 décès en Belgique suite à cette canicule qui n'était pas substantiellement plus grave en termes de température, durée, etc. que celle de 2003.

Cela montre bien que les plans d'adaptation en matière de santé et de diminution de la gravité des dégâts pour les personnes en Belgique ne sont pas si efficaces que cela et qu'il reste encore beaucoup de travail à

faire chez nous aussi dans ce domaine.

On n'a pas encore tous les chiffres officiels de Sciensano pour la canicule de l'été 2022. Je pense que lorsqu'on les aura, on arrivera dans les mêmes ordres de grandeur qu'en 2003 une fois de plus.

Ce n'est qu'un exemple, un autre intervenant a parlé du rôle des feux de forêt et de l'impréparation qui existe encore dans ce domaine-là. Je pense qu'on risque effectivement d'avoir encore des surprises si on se dit simplement: "les feux de forêt c'est pour le sud de la France et de l'Europe, ça ne nous concerne pas". Si on continue à réfléchir comme ça, on aura à un moment donné de très mauvaises surprises chez nous aussi en ce qui concerne l'adaptation aux canicules.

J'en viens à la question sur les processus démocratiques.

Peut-être qu'un lien peut être fait avec ce qui a été fait dans certains pays en termes de panel citoyen, notamment en France. Mais la clé réside évidemment dans le suivi. Comment le suivi est-il organisé? En France, énormément de recommandations ont été formulées et il y a eu assez peu de suivi par le pouvoir exécutif. Cela ne contribue pas à renforcer la confiance des citoyens dans les processus démocratiques. Par contre, quelque chose qui s'est produit dans plusieurs pays et qui peut peut-être inspirer une assemblée interparlementaire comme celle-ci, ce sont des formations sans forcément que les parlementaires ne doivent se déplacer dans une université mais où les universitaires se déplacent dans les parlements.

Il y a des exemples de formations substantielles qui ont eu lieu au Parlement de la Confédération suisse, au Parlement français où pendant un certain nombre d'heures, les parlementaires ont été exposés à des données scientifiques, pas seulement en matière de climatologie mais aussi en matière de connaissances sur l'adaptation et sur l'atténuation en se basant largement sur les rapports du GIEC. C'est peut-être quelque chose qui pourrait se faire chez nous aussi, dans les différents parlements.

Je rejoins entièrement ce que M. Wittoeck a dit sur les tailles des délégations et je voudrais le dire très clairement. Je crois que c'est un débat tout à fait anecdotique. Si on regarde les tailles des délégations pour les matchs de football ou les coupes sportives à l'étranger, on est dans des ordres de grandeur bien supérieurs, des empreintes carbone qui sont bien supérieures, si on regarde même ce petit aspect-là. Arrêtons donc de passer du temps sur ce genre de débat. C'est, à mes yeux, tout à fait inintéressant. Voilà ce que je voulais rajouter, en complément de ce que M. Wittoeck avait dit.

Le **président**: Merci beaucoup, messieurs. Il est justement 17 h 00, l'heure à laquelle nous devons clôturer nos travaux. C'est parfait!

Je vous remercie chaleureusement pour votre présence et vos interventions. On a aussi noté la suggestion: pourquoi ne pas organiser des formations à l'intention des parlementaires? C'est déjà un petit peu l'exercice auquel nous nous livrons en ayant régulièrement des auditions qui nous alertent sur la situation actuelle. Je pense que nous allons clôturer ici. Il me reste à vous remercier et à remercier l'ensemble des intervenants, les services de la Chambre et du Parlement bruxellois pour l'organisation.

01.17 Jean-Pascal van Ypersele: Juste pour dire que j'aimerais beaucoup, si cela est possible, ne pas devoir revenir avec toutes les lettres que j'ai apportées.

Le **président**: D'accord, très bien.

01.18 Jean-Pascal van Ypersele: Certaines sont disponibles. Une d'elles concerne la COP27 très spécifiquement, avec une interview de M. Wittoeck, complétée par toute une série de liens avec les rapports du GIEC. Je vous invite à venir vous servir. Elles sont ici.

Le **président**: Très bien! Merci beaucoup, et bonne soirée à toutes et tous.

*La réunion publique de commission est levée à 17 h 00.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.00 uur.*